

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 28 AVRIL
n° 172 1.50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

BRÉSIL :
Lutter pour la terre
lutter pour vivre
Voir p. 12

DEHORS GEISEL !

Lundi et mardi, Giscard a fait très bon accueil à Geisel, faisant vider par sa police toutes les rues pour qu'il ne soit dérangé par aucune manifestation. Les deux chefs d'Etat ont multiplié les déclarations sur la coopération économique et les parentés culturelles des deux pays. Mais Giscard n'a manifesté aucune réticence, n'a fait aucune allusion à la nature policière et fasciste du régime brésilien. Son libéralisme musclé s'accommode très bien de bonnes relations avec une bourgeoisie qui exploite, opprime, torture et assassine les ouvriers et paysans brésiliens.

Quand Giscard parle d'une «synthèse unique de peuples, de races, de cultures, venus de tous les horizons», veut-il parler de l'extermination des populations indiennes, de l'exploitation forcée des paysans, de l'absence totale de liberté d'expression. La bourgeoisie française a laissé avec complaisance Geisel s'exprimer dans la presse et à la télévision. Il a pu y répéter que le Brésil «jouit de la liberté» et que la démocratisation y avance lentement. La 5^e République de Pompidou se contentait d'une discrète collaboration entre les polices des deux pays, illustrée par les rencontres du sinistre commissaire Fleury, de l'Escadron de la Mort, et de Marcellin. Aujourd'hui, la bourgeoisie française rehausse l'image de marque de cette dictature.

Presse, radio, télé mettent en avant l'expansion et le «miracle économique» du Brésil ; après l'exemple de l'Iran, on veut nous accoutumer à l'idée que dans le Tiers Monde un pouvoir fort est la contre-partie nécessaire d'un développement économique. On nous fait croire aussi que le Brésil, pays neuf serait une «terre de rêve et d'aventure» où il ferait bon vivre. Bref la bourgeoisie fait tout pour cacher au peuple français la réalité de l'oppression et de l'exploitation du peuple brésilien. Brisons le mur du silence ! Dénonçons le fascisme au Brésil ! Soutenons la lutte du peuple brésilien.

Après la mort d'un mineur, MERLEBACH

GREVE POUR LA SECURITE

C'est hier après-midi à 15 heures qu'était enterré Gilbert Boff, ouvrier de 18 ans, tué au fond du puits 5 à Merlebach, vendredi dernier. De nombreux mineurs révoltés ont assisté à l'enterrement de leur camarade...

Une fois encore, un travailleur a payé de sa vie le manque de sécurité dans les mines : Gilbert avait été envoyé sur un chantier où il n'aurait pas dû être et la tâche qui lui avait été commandée était trop difficile

Bladt (responsable régional des Mineurs CFDT) nous déclare : «C'est en exploitant plusieurs tranches que l'accident est arrivé, pendant la dernière tranche qui est toujours la plus dangereuse (dans les chantiers dont la sécurité n'est pas assurée). Le mineur était au pied de la machine d'exploitation et la couronne (au-dessus de la machine) est tombée en blessant le gars et en le projetant contre la machine d'extraction. Il a eu des contusions crâniennes importantes qui

ont entraîné son décès dans les heures qui ont suivi».

«Le problème de la sécurité est posé puisque c'est le 10^e mort en 16 mois et le 4^e depuis le début de l'année ! Il faut arriver à ce que l'insécurité n'existe plus. En effet les mines restent un rare secteur où les gens sont payés (en Lorraine) pour 44% de leur salaire, au rendement. Mais ceci est une moyenne car pour beaucoup, c'est 65% de leur salaire qui est payé au rendement. Alors pour des gars qui sont payés au rendement, c'est difficile de dire qu'ils veulent plus de sécurité, puisque la production serait diminuée et le salaire aussi».

Le mineur qui est mort travaillait depuis un an au fond et n'aurait pas dû être à cet endroit (il attaqua le charbon).

Pour protester contre ce nouvel assassinat des Houillères, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC lançait samedi un mot d'ordre de grève de 24 h, pour hier. Ce mouvement a été très suivi au puits 5 et au puits Rumaux, et un débrayage d'une heure était également largement suivi sur l'ensemble des autres puits. Contrairement à ce qu'annonçaient hier matin les radios, les mineurs de Merlebach n'étaient pas en grève pour les salaires, mais sur la question de la sécurité dans le travail !

Cette nouvelle victime vient s'ajouter à une liste déjà longue. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les mineurs de Lorraine ou du Nord-Pas-de-Calais doivent chaque jour affronter mille dangers, risquer leur vie pour la soif de profit des capitalistes. Réclamer timidement, comme le fait Achille Blondeau, secrétaire de la Fédération CGT des Mines que «des mesures de sécurité soient immédiatement prises», c'est tout simplement se moquer du monde... Les mineurs et tous les autres travailleurs savent bien que ce n'est que par la lutte qu'ils peuvent imposer la sécurité dans le travail !



Autour des travailleurs de la SNIAS

CHATEAURoux VILLE MORTE



Hier, Châteauroux, pendant plusieurs heures, a été une «ville morte». Les magasins, les cafetiers nombreux avaient fermé leurs portes. Les artisans, à l'appel de leurs syndicats avaient cessé le travail. C'est toute une ville qui a montré, en actes concrets, le soutien qu'elle apportait aux travailleurs de la SNIAS en lutte depuis 15 jours. Après 1966, après 1974 et une lutte de quatre mois, les travailleurs de l'aéronautique à Déols repartent donc à la bataille une troisième fois pour imposer à nouveau «Pas de licenciement». Cette journée organisée deux semaines à peine après le début de la grève, montre s'il en était besoin, que l'isolement dans lequel la bourgeoisie veut enfermer les travailleurs de la SNIAS est un échec, comme a été un échec, il y a quelques jours, l'assignation en justice de 32 militants syndicaux de l'usine devant les juges.

Ici, à Châteauroux, les travailleurs ne sont pas prêts à céder devant la direction et sont décidés à défendre jusqu'au bout leur emploi.

voir p5

Etudiants

Coordination nationale VERS UNE CLARIFICATION

La coordination nationale étudiante de Censier s'est engagée dans un climat différent des précédentes coordinations, cette fois-ci, pas de tentative de bourrage de salle, pas de mâchoire fracturée comme à Toulouse par le SO de l'UNEF, une ambiance d'attente plutôt calme et blasée.

La validation des mandats se poursuivait encore à 20 H, elle avait commencé en fin de matinée, on envisage de prolonger les débats dans la journée de demain.

D'ores et déjà, près d'une soixantaine de motions ont été déposées.

voir p6

SONACOTRA A NOUVEAU, DE GRAVES MENACES CONTRE LES DÉLÉGUÉS

MOBILISONS- NOUS !

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? -13-

LES CAVES COOPERATIVES

Presqu'inexistantes au début du siècle, les coopératives viticoles représentent environ aujourd'hui 60 % de la production méridionale, rares sont les villages du Midi viticole qui n'ont pas leur cave coopérative. A quoi correspond cet essor de la coopération ?

Quelle est l'importance de la coopérative dans le village ?

S'unir pour faire face aux investissements nécessaires

Avant la coopération chaque viticulteur avait son matériel nécessaire pour produire son vin, même les plus petits producteurs qui ne faisaient que 50 ou 100 hectares : une ou plusieurs cuves particulières, des foudres ou des fûts et un pressoir. «Ceux qui s'associaient pour presser leur vin par exemple, étaient peu nombreux et ils se mettaient rarement à plus de deux», me dit un vieux viticulteur de Teyran dans l'Hérault. «En 1926, mon père et d'autres viticulteurs avaient lancé un projet de cave coopérative, mais ça n'a pas soulevé l'enthousiasme et elle n'a jamais été construite». Pourtant en 1939 des coopératives se créent dans les villages voisins, à Prades-le-lez et à Assas. «La coopérative d'Assas a été créée à l'initiative de petits viticulteurs qui ne pouvaient plus vinifier eux-mêmes. La coopérative a permis de rassembler le matériel nécessaire à la vinification» explique son président.

Si chaque viticulteur ou propriétaire de vignes avait pu s'en sortir individuellement durant de très nombreuses années, les périodes de méventes de plus en plus rapprochées et de plus en plus longues, ne permettent pas aux petits de faire face aux

dépenses de construction de nouvelles cuves pour stocker la très grosse production de 1934 par exemple (75,1 millions d'hectares) et pour renouveler un matériel usé ou nécessaire pour traiter une plus grande quantité : un pressoir pour 300 hectares ne peut pas presser 500 hectares dans la même période.

Le statut viticole d'Edouard Barthe en 1935 avec la mise en place de l'échelonnement des sorties a donné une nouvelle vigueur à la prolifération des coopératives : chaque viticulteur ne pouvait plus mettre sur le marché la totalité de sa récolte, une certaine proportion de la récolte devait être bloquée de façon à libérer progressivement les volumes correspondant à la demande. Ainsi les viticulteurs vinifiant en caves particulières avaient de grosses difficultés pour conserver leur récolte : lorsqu'un foudre (ou une cuve) est entamé, il faut le vider totalement sinon il est perdu, il se «pique». Ne peuvent alors faire face que ceux qui ont les moyens de se payer des contenants de différentes tailles permettant de «reloger» le restant d'une cuve dans un foudre plus petit, ce qui peut représenter des sommes assez considérables.

La coopérative viticole : une politique de soutien aux petits viticulteurs

Il est évident que sans les coopératives de très nombreux, pour ne pas dire tous les petits viticulteurs dès les années 1930-1940, auraient été contraints de quitter leurs terres. On comprend aisément que la bourgeoisie de cette époque, comme celle d'aujourd'hui, ne tenait pas tellement à affronter la colère de dizaines de milliers de viticulteurs acculés à la ruine. Une série de lois furent votées dont la loi Barthe permettant une meilleure organisation du marché et une recherche de l'amélioration de la qualité. Ceci n'est pas un cadeau de la bourgeoisie aux viticulteurs, mais, outre la nécessité pour les partis de droite de conserver un

électorat qui aurait risqué de fuir massivement à gauche, la cave coopérative a été fondamentalement le moyen, pour le capitalisme en péril, de faire croire aux travailleurs de la terre que la petite propriété privée, la propriété familiale pouvait être préservée ; elle a été le moyen de récupérer la juste aspiration des viticulteurs de «vivre et travailler au pays» ! Cette aspiration, ce danger de remise en cause du capitalisme, la bourgeoisie l'a bien senti en 1936 avec le Front Populaire : dans l'Aude en 1938 plus de 100 coopératives regroupèrent près de 15.000 adhérents alors que de 1923 à 1926 seulement 7 avaient été créées.

Maintenir le leurre de l'accession à la propriété

Comme vous le diront tous les présidents de caves « La cave permet aux petits d'avoir de petits morceaux de vignes ». Et même mieux : chaque coopérateur a droit à une voix aux Assemblées générales, qu'il ait 10 hl ou 5.000 hl ! Sans les caves coopératives ni les ouvriers agricoles, ni les petits commerçants et artisans, ni les petits épargnants ne pourraient accéder à la propriété d'un lopin de quelques pieds de vignes, grâce à elles ils passent dans la catégorie des possédants même s'ils n'ont pas grand-chose à voir avec la situation des gros propriétaires.

Un atout pour les viticulteurs ou pour le négoce ?

La coopérative a été le résultat logique, la seule solution dans le cadre du système capitaliste, pour résoudre le problème de la nécessité pour chaque viticulteur qui veut survivre d'exploiter toujours plus de terres, tout en étant dans l'impossibilité de conserver son ancien moyen de vinification dans sa propre cave. Cette solution a permis de mettre en commun la vinification tout en conservant la propriété privée des autres moyens d'exploitation.

«La coopérative c'est surtout moins de souci et de fatigue» disent petits et gros coopérateurs.

En effet, la coopérative a permis de libérer le viticulteur des travaux pénibles de la vinification pour se consacrer tout entier à l'exploitation du vignoble. Elle est aussi la volonté des viticulteurs



petits et moyens, de former un front face au regroupement du négoce : en ayant une plus grande quantité la coopérative peut diversifier sa gamme de vins et, surtout, se présenter comme interlocuteur valable face au négoce. S'il est vrai que le négoce paie environ 10 centimes de plus le litre de vin rouge de 10 degré à une coopérative, c'est en fait parce qu'il en retire des bénéfices considérables. Pour remplir un camion citerne, le courtier en vin travaillant pour le compte des négociants, devra perdre un temps considérable s'il doit faire le tour des particuliers pour accéder aux cuves ou aux foudres, le débit de tirage du vin sera plus lent. Tous ces inconvénients disparaissent avec la coopérative. Mais là n'est pas le meilleur atout pour le négoce, non seulement le vin est moins remué mais dans la coopérative tout le vin soutiré de la même cuve aura la même couleur, la même qualité ; le négoce exige de plus en plus que les coopératives effectuent des opérations qu'il devait faire lui-même auparavant : sélection de la

couleur, du degré. De plus le négoce est assuré d'une plus grande constance sur la qualité recherchée, qualité qui peut changer d'une année à l'autre chez un particulier. Par exemple depuis deux ans, la pourriture a touché très largement les vignobles languedociens, ce qui a enlevé un peu de couleur aux vins, un particulier fortement touché ne pourra pas présenter un vin bien coloré, par contre une coopérative pourra se permettre d'avoir certaines cuves de vin coloré à côté d'autres qui le seront moins, parce que certaines parties du vignoble de cette cave ne sont que peu ou pas touchées par la pourriture. (La pourriture est un champignon provoqué par une succession de périodes de pluies et de chaleur, et le raisin ne parvient pas à mûrir).

D'autre part le négoce se sert des capacités de stockage des coopératives pour entreposer son vin et ne paie ce vin que dans les trois ou quatre mois, après un acompte d'1/10ème. Les très gros négociants comme la SVF peuvent se permettre de spéculer sur de très grosses quantités comme à la bourse en achetant, comme Margnat l'a fait dans une cave de l'Hérault, 20.000 hl au mois de mars mais payés le 20 août suivant, au prix de mois de mars espérant que d'ici là le prix du vin qu'il revendra aura augmenté, d'où une plus value. En achetant à plusieurs particuliers les négociants paient soit au comptant soit à un mois. Avec les coopératives, les 20 000 hl retirés aujourd'hui seront payés dans trois mois, en attendant les coopérateurs devront être payés tous les mois ou deux mois : aussi le gérant de la coopérative devra «warranter» (1) une partie de la récolte en cuve pour que le Crédit Agricole lui avance de l'argent. Or le Crédit Agricole, par l'intermédiaire de l'Union d'Etudes et d'Investissements, détient 5 % du capital de la SVF.

Donc, la création des coopératives résultant d'une volonté des petits et moyens viticulteurs pour créer un rapport de force face au négoce, n'est en fait qu'une étape du développement du capitalisme à la campagne pour répondre aux nécessités de la concurrence basée sur la loi du marché. Aujourd'hui, les présidents de caves coopératives se posent de plus en plus nombreux la question de se grouper avec d'autres caves face à la concentration de plus en plus grande du négoce et aux coûts des investissements ; dans la logique du capitalisme, cette juste volonté des viticulteurs de défendre leurs produits et leur métier ne peut que retracer la même loi de soumission au négoce. Une véritable solution du problème viticole, comme de l'exploitation de tous les travailleurs ne peut pas sortir de simples mesures pour essayer de s'adapter au capitalisme. Au contraire, seule l'action unie des viticulteurs et des autres travailleurs pour se libérer du capitalisme, et construire une société nouvelle, socialiste, permettra que la coopérative soit réellement gérée par et pour les travailleurs et non pas pour le meilleur profit du négoce.

(1) QUAND UNE CAVE COOPÉRATIVE «WARANTE» DU VIN

Témoignage d'un président de coopérative de l'Hérault :

«Chaque mois nous devons verser des acomptes de 10 F par hectare à chaque coopérateur, l'an dernier à la même époque il ne nous restait qu'un tiers de la récolte, actuellement nous en avons encore les 8/10^e et 15 000 hl sur 50 000 qui sont placés en contrat de stockage à long terme (9 mois). Nous devons «warranter» du vin c'est-à-dire que nous hypothéquons une partie de la récolte auprès du Crédit Agricole au prix plancher de 8,63 F le degré hecto».



INFORMATIONS GENERALES

Procès Goldmann

«VOUS ETES UN FASCISTE»

Hier, comme la veille, c'est dans un Palais de Justice cerné par les forces de répression, que la deuxième journée du procès Goldmann devait être consacrée à l'audition des témoins à charge. Alors que Goldmann se bat pour que sa non-culpabilité soit reconnue et que soit levée sa condamnation à la réclusion criminelle à vie, beaucoup de témoins n'avaient pas jugé utile de se déplacer, tel ce commissaire de police en retraite dans les Charentes, qui — dans une lettre au président du tribunal — affirme préférer rester chez lui, à surveiller ses plantes. On avait même convoqué un témoin dont on n'apprit seulement durant l'audience qu'il était mort depuis des mois.

Mais cette journée aura permis surtout aux nombreuses personnes qui comblaient la salle, de voir la faiblesse des arguments de la partie civile : le policier Quinet qui s'était battu avec le cambrioleur le soir du crime des deux pharmaciennes du boulevard Richard-Lenoir, persiste à affirmer que c'était bien Goldmann qui ce soir-là, sortait de la pharmacie. Mais on apprit alors que, lorsque Goldmann fut dénoncé comme étant l'assassin présumé, Quinet, plusieurs semaines après, prétendit reconnaître son agresseur d'après une photo de Goldmann, prise alors que celui-ci avait 14 ans. En décembre 1969, à l'époque des faits qui lui sont reprochés, Goldmann en avait 25.

Il en va de même pour ce docteur Pluvinaud, qui, de la fenêtre de son quatrième étage du 6, boulevard Ri-

chard-Lenoir, prétend reconnaître l'ombre fugitive qu'il aperçut l'espace de quelques secondes dans cette soirée du 19 décembre 1969, dans une rue mal éclairée. D'ailleurs, alors que l'avocat de la partie civile, essayait d'asseoir le témoignage de Pluvinaud, Goldmann l'a violemment interrompu, lui jetant à la face : « Vous sentez les mèches, mais moi, je sens les fascistes ». L'avocat de la partie civile a alors crié que cette injure « salissait sa robe ».

Après ce violent échange de propos la séance était levée. Levée sur une incertitude : est-ce que l'avocat de la partie civile ne pense pas qu'une condamnation sans culpabilité réellement prouvée, ne salirait pas plus encore sa robe ?

Carmille NOËL

Les défauts de preuves de culpabilité

Goldmann aurait porté, selon son dénonciateur, le soir du crime de la pharmacie du Boulevard Richard-Lenoir un pistolet Herstal (à treize coups) et une sacoche noire.

Or, l'agresseur a utilisé deux armes : un P 38 et un MAC 50. De plus, la sacoche aperçue entre les mains du cambrioleur qui a tué Mlle Delaunay, la pharmacienne, et Mme Aubert, la préparatrice, était une sacoche qui venait d'être volée à la pharmacienne. Goldmann affirme donc : « Si je possède avant 20 heures, c'est-à-dire avant l'agression, un Herstal dissimulé dans un porte-

document noir, comme l'affirme la personne qui m'a dénoncé, je suis innocent. Puisque la sacoche entrevue dans les mains du tueur au moment où il s'enfuit a été dérobée à la pharmacienne ».

D'autres faits ne peuvent fonder la culpabilité : ainsi, le policier Quinet qui s'est battu avec le cambrioleur, a affirmé qu'il avait été blessé par un « mulâtre ». Enfin, prétendant reconnaître Goldmann, Quinet affirme l'avoir ceinturé à la sortie de la pharmacie : or, il l'a ceinturé par derrière et n'a donc pu réellement, comme il le prétend, dévisager son adversaire.



L'AFFAIRE AGRET EN CASSATION

La journée d'hier a été celle des promesses et de l'attente. La commission de magistrats s'est penchée longuement sur le rapport Delarue, puis elle l'a transmis au Garde des Sceaux. Lecanuet a décidé finalement de renvoyer l'affaire devant la Cour de Cassation. Agret cessera-t-il sa grève de la faim ? La marche opiniâtre vers la mort qu'avait entreprise Roland Agret, n'a pas contrarié la lenteur cynique de l'appareil judiciaire de la bourgeoisie. Les avocats d'Agret ont décidé de déposer une demande de mise en liberté provisoire pour leur client.

Les diverses déclarations des derniers jours, les révélations de toutes sortes sur les acteurs de cette affaire permettent d'entrevoir l'importance qu'elle revêt aujourd'hui. De l'avis de Santelli, un des deux meurtriers de Borrel, l'affaire Agret est une des plus grosses affaires criminelles de ces dix dernières années. Ce truand notoire, qui a trempé dans un bon nombre d'affaires, est bien placé pour en mesurer l'importance.

Le personnage qui est au centre de l'affaire, c'est un mort, André Borrel, le « garage » de Nîmes. On peut rapidement juger le personnage au regard de son comportement. Il descend précipitamment de Paris à Nîmes, verse 75 000 F d'acompte pour acheter le garage ; la nuit suivant le versement, le coffre de l'ancien propriétaire disparaît. Après l'assassinat de Borrel, on découvre qu'il a détourné 23 voitures, 600 litres d'essence, 43 pneus neufs, 92 bidons d'huile... Borrel était chargé de mission par le SAC dans le Languedoc Roussillon, il trempe dans des

scandales immobiliers, en un mot il fait du fric pour le SAC. Dès son arrivée à Nîmes, le « pacifique » Borrel commence par prendre un garde du corps, Agret qui avait été condamné à un an de prison, en 68 à la suite d'inculpations en série. Que craignait Borrel ? Le mot de « Barbouze » revient souvent à côté du nom de Borrel. Odile Boissonnet, son amie : « Borrel se disait garde du corps de De Gaulle... Il m'a d'ailleurs avoué qu'il avait de grosses sommes d'argent en Suisse ». Une autre amie de Borrel, Melle Depesville : « Il m'a dit qu'il était garde du corps du président De Gaulle ; il avait même en sa possession une carte de police ».

Malgré diverses étrangetés dans le comportement des policiers nîmois, l'IGS (Inspection Générale des Services) n'a jamais enquêté sur la question ! Les déclarations de Santelli, souvent contradictoires, celles de Poniatowski garantissant que le SAC ne sera pas dissous, l'extraordinaire lenteur des rouages judiciaires, malgré le combat dramatique qu'emènent Agret et ses amis, donnent une première idée de ne, une première idée de l'importance des enjeux politiques qui sont derrière ; l'étroitesse de liens entre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et sa pègre appointée et officielle est éclairée d'un jour cru. Voilà qui ne fait pas l'affaire de Ponia, qui au même moment fait mine de lutter contre la criminalité, tente de faire passer révolutionnaires et grévistes pour des bandits ! Le premier mérite de cette affaire est de montrer Justice, Police et Pègre, main dans la main.

Pierre PUJOL

POLITIQUE

Environnement

VOEUX PIEUX ET COURSE AU PROFIT

La commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie du VII^e plan a présenté un rapport dans lequel il est affirmé que « la politique d'aménagement du territoire et de la qualité du cadre de vie doit cesser d'être comptabilisée dans les frais généraux de la croissance. Ces notions doivent être considérées comme des données permanentes du système économique ». Si on ne maîtrise pas la croissance, poursuit la commission, on court le risque « de graves crises de rupture sociale ». Toutefois, il convient prioritairement de privilégier la reprise économique.

Aussi, les vœux sur le développement du temps de loisir, l'information et la formation des travailleurs, de même que ceux sur l'aménagement du territoire et la restriction à l'égard de la construction en milieu urbain, sont des vœux pieux. Ces maux sont ceux même du mode de production qui organise notre société.

Il en va de même pour le problème des centrales nucléaires : EDF a décidé d'installer deux centrales nucléaires, à Liours, près de Nogent-sur-Seine et à Porcheville, après transformation des actuelles installations thermiques. Le Comité Consultatif Economique et Social de la région parisienne a proposé de réduire la dimension des sites afin de ne pas stériliser inutilement des terrains, de rechercher

l'utilisation de la chaleur perdue par les centrales à des fins agricoles ou maraîchères, ou pour le fonctionnement du chauffage urbain. Enfin, il propose de compenser l'eau consommée par l'EDF par une participation de celle-ci à la construction de barrages-réservoirs et de prendre en charge les nuisances provoquées par les rejets d'eau tiède.

Les pouvoirs consultatifs de ce Comité ne laissent aucune illusion sur la réponse qu'EDF y apportera : le VII^e plan prévoit un redéploiement des sources d'énergie, motivé par le profit pour les entreprises. Mais ce rapport est, en lui-même, par les suggestions qu'il fait, un démenti des affirmations officielles sur l'absence de risques de tous ordres dans le développement des centrales nucléaires.

A LA VEILLE DE LA JOURNÉE «RÉGION MORTE»

Le débat de politique agricole a débuté hier à l'Assemblée. C'est dans le contexte particulier de luttes paysannes d'importance que ce débat se situe. Le dernier rapport des Comptes de l'Agriculture montre en effet que le seul secteur où il n'y a eu, dans les cinq dernières années, aucun accroissement de revenus, mais plutôt une dégradation, c'est la paysannerie. Le revenu des viticulteurs a diminué de 20%, celui des céréaliers de 12%, etc... Même si certains prix de vente, dans l'élevage, ont connu une hausse, il faut faire entrer en ligne de compte l'augmentation des machines, des aliments. De leur côté, les producteurs de lait sont en difficulté. Dans les couloirs de l'Assemblée, Christian Bonnet prometait, dès le matin, « un discours percutant et convainquant ».

C'est à une soupe quelconque, plutôt froide, que nous avons eu droit de l'avis même des commentateurs bourgeois. Rappel des « gestes » du gouvernement aux viticulteurs, des quatre milliards d'aide versés pour l'agriculture dont la moitié en subventions exceptionnelles, satisfait prudent pour l'office du vin, plaidoyer farouché en faveur du Marché Commun Agricole.

En ce qui concerne l'entrée prévue de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché Commun, redoutée par les viticulteurs déjà soumis aux pressions des négociants importateurs de vins italiens, Bonnet s'est montré prudent et manœuvrier. « Comme pour le Danemark et l'Irlande, l'entrée de ces pays se fera progressivement ». Aujourd'hui, Bonnet rencontrera ses collègues européens à Luxembourg pour tenter de limiter la hausse des dépenses agricoles de la C.E.E. due à la dévaluation de la livre et de la lire.

Les premiers débats de cette journée ont montré l'attitude défensive de la bourgeoisie face à la colère des paysans et sa volonté de poursuivre malgré tout sa politique réactionnaire d'« assistance » et d'appauvrissement de la paysannerie.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS A STRASBOURG : De nombreux étudiants ont été matraqués et blessés par les CRS hier soir sur le campus de Strasbourg. Une manifestation a eu lieu et une barricade a été édiflée, boulevard de la Victoire.

MITTERRAND : À COEUR OUVERT DEVANT 300 PATRONS

Devant les 300 dirigeants des grandes entreprises membres de l'Association des Cadres Dirigeants de l'Industrie (ACADI), Mitterrand a déclaré : « Je ne suis pas moi-même marxiste... Notre économie est un organisme complexe et il faut laisser à la vie son domaine, pour ces raisons nous maintiendrons un large secteur privé. Que pouvez-vous attendre d'une expérience socialiste à la française ? L'application du programme commun, le respect de l'économie de marché, l'installation chez nous d'une société plus fraternelle, l'achèvement très progressif vers un système autogéré ». Mitterrand a ajouté que ni les dirigeants des grandes sociétés qui ne participent pas au patrimoine de leur établisse-

ment, ni les chefs des petites et moyennes entreprises, « victimes des monopoles et des grandes banques », ne seront présents à l'arrivée au pouvoir de la « gauche » qui « signifie non pas l'instauration de la société socialiste mais seulement la rupture sur quelques points, avec la société actuelle ». Enfin, Mitterrand a rassuré les cadres, et les patrons en leur signifiant qu'ils ne perdraient pas leurs responsabilités dans le processus d'exploitation du prolétariat, puisque, pour ces patrons, « la responsabilité s'apprend, c'est le stade supérieur de la liberté ». Mitterrand fait officiellement candidature - en bonne et due forme - à la gestion des intérêts de la bourgeoisie impérialiste française.

LUTTES OUVRIERES

SONACOTRA : GRAVES MENACES CONTRE LES DÉLÉGUÉS MOBILISONS NOUS !

Répondant aux questions d'une vingtaine de journalistes de la presse écrite et parlée, les représentants du Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en lutte ont fait le point hier à Bagnolet sur la situation actuelle de la grève des loyers et sur ses perspectives.

Ouvrant la conférence par un bref rappel historique de la lutte, un délégué expliquait ensuite les principes démocratiques à l'œuvre dans l'animation de la lutte : les Assemblées Générales souveraines dans chacun des foyers, l'élection et la révocation à tout moment des délégués, tant dans les comités de résidents des foyers qu'au niveau du comité central de coordination.

La preuve est faite, après 12 mois de grève, que c'est cette organisation démocratique qui a permis l'unité de la lutte, une unité sur laquelle sont venues se briser toutes les

tentatives gouvernementales de négocier des protocoles d'accord, foyer par foyer. Ces protocoles ont été sans cesse rejetés par les résidents même quand ils étaient vivement soutenus par certaines mairies Pcf de la banlieue nord. «Aujourd'hui, 53 foyers sont en grève» expliquait un représentant du comité de coordination, «soit 20 000 résidents de onze nationalités différentes». Outre la grande majorité des foyers de la région parisienne, deux foyers de Strasbourg et quatre foyers de Dijon, poursuivent le combat pour la satisfaction des revendications. Des foyers du sud de la France viennent de les rejoindre dans la lutte.

C'est l'objectif que s'attache à réaliser prioritairement le comité de coordination : «La grève est aujourd'hui en mesure de s'étendre à tous les foyers de France, les revendications sont les mêmes partout».

La bourgeoisie prend peur : à mesure que s'étend la grève, la Sonacotra consent généreusement (!) des diminutions de loyers de 50F pour les foyers qui n'ont pas encore engagé la lutte. Mais cette manœuvre démagogique en cache une autre,

beaucoup plus grave : les récentes déclarations de De Charette, chef de cabinet de Dijoud, menaçant de recourir aux saisies-arrests sur les salaires des travailleurs grévistes, ont commencé de trouver effet : la quasi totalité des délégués des foyers en

grève ont reçu une lettre les avertissant que s'ils n'ont pas payé sous huit jours, ils seront immédiatement expulsés ! La menace est sérieuse, elle nous impose de rester mobilisés pour contrer sans délais toute nouvelle attaque de la bourgeoisie !

Le comité de coordination, face à cette éventualité, prend les moyens du renforcement et de l'extension de la lutte : «Le 1^{er} mai, nous manifesterons» expliquait un délégué. «La manifestation du samedi 24 avril a été un tournant décisif. Elle a montré notre force, notre foi dans la lutte jusqu'à la victoire». Aussi, des actions de masse comme celle-ci vont se développer dans les jours à venir. Par ailleurs, le comité de coordination envisage, dans le but de renforcer l'unité du mouvement, de convoquer rapidement un congrès des délégués des foyers en grève.

«Notre lutte, ajoutait en conclusion un membre du comité, est le reflet de la crise qui règne dans le monde capitaliste. Elle est inséparable de la lutte de tous les travailleurs français. Ils nous ont déjà témoigné leur soutien. Aujourd'hui, plus que jamais, ce soutien doit s'étendre. La victoire est possible !»



«ADEF-SONACOTRA : unir la lutte des foyers»

Les flics sont encore intervenus lundi soir, dans un foyer de Nanterre. Les travailleurs immigrés, surtout du bâtiment, résidents de ce foyer ADEF sont en grève des loyers depuis plusieurs mois. Ils ont refusé à 80 % la proposition qui leur était faite par leurs délégués de reprendre les paiements. Lundi, le gérant tentait à nouveau d'exercer des pressions sur les résidents pour les obliger à cesser leur grève, pendant qu'une voiture de flics stationnait devant le foyer. Des militants CFDT et des voisins, alertés et craignant une rafle du type de celles de la semaine dernière dans les Sonacotra arrivaient pour soutenir les travailleurs immigrés. Le gérant faisait alors

appel aux flics qui embarquaient une quinzaine de personnes dont un des responsables de l'UL CFDT de Nanterre. Au poste, c'est le fichage systématique, les photos, le tout accompagné d'injures racistes. Les flics en font même déshabiller certains pour opérer une fouille détaillée. Entre temps, la mobilisation se faisait sur Nanterre et, dans la soirée, une manifestation de 150 personnes se rendait devant la préfecture pour réclamer la libération des travailleurs arrêtés. Vers 22 h., la police relâchait finalement tout le monde, non sans avoir proféré un flot de menaces à leur encontre. Cette nouvelle intervention policière, pas plus que les précédentes n'a atteint son but. La grève continue

dans le foyer ADEF. A Nanterre, il y a aussi deux foyers SONACOTRA. Les flics sont intervenus la semaine dernière dans l'un d'eux. Pour s'opposer à la répression, il est nécessaire de réaliser l'unité de lutte entre ces différents foyers même s'ils ne sont pas tous dépendants de la même société. Il ne faut pas laisser se répéter des opérations comme celle du foyer de la porte des Lilas (dépendant de la DASS) où il y a quelques mois, l'intervention de la police avait réussi à briser la lutte. Des contacts se sont faits à Nanterre, mais ils sont encore insuffisants. Au moment où la bourgeoisie s'acharne à briser la grève, il faut lui opposer le front de lutte le plus large possible.

La Sonacotra déficitaire ?

En même temps que se développe l'action de masse des résidents des foyers Sonacotra, le Comité de coordination, avec l'aide d'un collectif d'avocats progressistes, mène une bataille juridique en vue d'appuyer la reconnaissance du bien fondé des revendications des travailleurs de la Sonacotra. Ce collectif d'avocats étudie les statuts des foyers, un expert examine la dimension des chambres et établit en conséquence un loyer.

Dans tous les cas, l'examen juridique par le collectif révèle d'une manière criante comment la Sonacotra, non contente de voler les résidents se permet d'accumuler sur leur dos un capital qu'elle réinvestit dans la construction d'autres foyers ou de zones industrielles, comme c'est le cas à Bagnolet ! Et Claudius Petit président de la Sonacotra ose dire après ça, que la société est déficitaire ! Rappelons que les fonds de la Sonacotra lui viennent du Fonds d'Action

Sociale (FAS) lequel s'enrichit de 70 % d'allocations familiales non versées aux travailleurs immigrés. La coupe est pleine !

• La circulation était considérablement ralentie hier après-midi sur l'autoroute A 1. Les travailleurs de Béghin-Say (Corbehem) en lutte depuis sept semaines contre les licenciements manifestaient de Lille à Arras où se poursuivent les négociations.

• FLAGRANT CYNISME : La 23^e chambre correctionnelle de Paris était saisie le 26-4 du jugement de 3 prévenus «en flagrant délit» dont deux arrêtés lors de la manifestation Sonacotra de samedi... Les accusations («coup à un officier de police en tenue civile» ou «vol») relèvent encore du mécanisme des provocations policières : même les journalistes du Monde témoignent du fait que seuls cinq ou six bonbons ont été pris, et encore «après le bris du distributeur» ! Quant aux coups, on sait sur tout qui a frappé et cogné, tant et plus sur les jeunes, les femmes, les immigrés à Ménilmontant, à coup de matraque et de bidulle... le reste est à prouver !

TEMOIGNAGE

J'ai participé à la manifestation des travailleurs immigrés qui s'est déroulée le samedi 24 avril 1976 de 14 h à 17 h 30 entre Barbès et Ménilmontant. Au moment de sa dislocation, les forces de police ont investi la station de métro «Ménilmontant» suite à un appel téléphonique leur indiquant que les magasins de la rue de Ménilmontant étaient pillés. D'après les vérifications effectuées aussitôt, il n'en a rien été (à part un distributeur de bonbons brisé sur le quai du métro), mais la rafle qui s'est effectuée aussi bien sur les quais de la station que dans les rames de métro passant à ce moment là, s'est déroulée de manière brutale et injurieuse et s'est soldée par l'arrestation d'environ 50 personnes, toutes jeunes ou immigrées. Qui est à l'origine de cet appel téléphonique ? Pourquoi les officiers de police justifiaient-ils leur intervention par un motif qu'ils savaient faux ? Pourquoi agir avec autant de violence (racismes anti jeunes et anti noirs confondus) ? Que s'est-il ensuite passé ? Monsieur Dijoud ne manquera sans doute pas l'occasion de poser ces questions à son collègue de l'intérieur.

J. C. G.
Animateur au Comité Médical
Et Médico-Social d'Aide aux Migrants

Dijoud à Strasbourg : Nouvelles menaces contre les travailleurs immigrés

Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, était lundi à Strasbourg où il a visité un foyer de la SONACOTRA. Outre les propos paternalistes habituels, il a exprimé de nouvelles menaces à l'encontre des travailleurs immigrés. «S'ils troublent l'ordre public, on les expulsera». Concernant les raisons qui motivent la féroce répression actuelle, il a été particulièrement clair : «Le gouvernement estime en effet que ces travailleurs ne doivent pas être mêlés aux problèmes politiques internes à la France». Selon la bourgeoisie, les travailleurs étrangers exploités et opprimés de la même façon et souvent plus féroce encore que leurs camarades français, et par les mêmes patrons, n'ont pas à prétendre aux mêmes droits que ceux-ci, droits acquis d'ailleurs au prix de

grandes luttes, et constamment remis en cause par la bourgeoisie... Ils n'ont qu'un droit : celui de se taire ! Peu avant l'arrivée du ministre, les flics ont expulsé violemment de l'entrée du foyer un délégué CFDT de l'Amicale pour l'Enseignement des Etrangers, actuelle-

ment en grève, qui réclamait par des banderoles la garantie de l'emploi des salariés. Le P.C.F., lui, s'est indigné... de ne pas avoir été invité, en la personne du responsable régional de la Fédération Nationale des Locataires !

corr. Strasbourg

ÉBOUEURS LILLOIS : HALTE À LA RÉPRESSION

Les éboueurs de Lille, rentrent aujourd'hui dans leur troisième semaine de lutte. Ils réclament 5 % d'augmentation ainsi que la 5^e semaine de congés payés. La direction, pensant ainsi faire reprendre le travail propose quelques miettes : 2,50 %. Mais les travailleurs ont jugé insuffisante cette proposition. Alors, c'est la répression : hier matin, les CRS ont fait évacuer les piquets de grève formés devant les locaux de la société. Valbrun, député UDR, quant à lui a demandé à Mauroy, maire PS de Lille ce qu'il comptait faire «pour faire cesser ce conflit et faire disparaître les tas d'immondices qui jonchent les rues de Lille». Peut-être pense-t-il que la répression n'a pas été suffisante ? La lutte continue !

LUTTES OUVRIERES

SNIAS (Châteauroux)

ICI, ON N'EST PAS PRÊT À ACCEPTER LA FERMETURE

Dans l'Indre, à Déols (Châteauroux), les travailleurs entament ce matin, leur 15^e jour de lutte pour l'emploi, contre la fermeture de l'usine.

Avant d'être démarrée, cette lutte a été pesée longuement quant à la forme qu'elle devait prendre, tout du moins au départ. Ici, il n'y a pas encore d'occupation totale. Les travailleurs le disent : « Notre forme de lutte consiste à travailler normalement le jour, et à occuper la nuit. La production que nous effectuons, ne sort pas, bien évidemment. Ce choix vise à répondre à différents problèmes... »

Déjà « agir comme cela, nous permet de perdre le moins d'argent possible ». Le souci a été à partir du 14 avril, de s'engager dans une action qui permette de rallier d'emblée l'ensemble des travailleurs. Non pas qu'il s'agisse de mettre sous le boisseau la question du soutien financier qu'il faudra de toute façon prendre en main, non ! Mais, on sait bien que la lutte sera longue, dure. Il a fallu quatre mois de grève l'année dernière pour empêcher la fermeture. Engager une action qui permette pour les deux mois à venir de maintenir son salaire, est une façon supplémentaire et non négligeable de faire face à ce problème sur lequel compte la direction, pour décourager ceux de la SNIAS.

Ensuite, cette forme d'action, n'enlève rien à son efficacité, du point de vue de la pression économique sur la direction,

puisque la production stockée ne sort pas.

Enfin, « la forme de lutte qu'on a entreprise, disent les travailleurs, a gêné le tribunal pour prononcer l'éviction des représentants syndicaux et du personnel ».

Mais ce qui a gêné le tribunal aussi, c'est la popularité dont jouissent les travailleurs de la SNIAS auprès de leurs camarades des autres usines de Châteauroux. La direction sait bien qu'en cas de répression, une riposte rapide aura lieu, que cette répression prenne n'importe quelle forme.

« Si par exemple, la direction fait intervenir les CRS, nous dira un militant CGT, ne croyez pas qu'on acceptera de sortir et qu'on va rester les bras croisés ». La journée d'hier l'a montré : une journée « ville-morte » a été organisée avec succès. « Ici, on n'est pas prêt à accepter la

fermeture de Déols, et la solidarité n'est pas un vain mot ».

« Par la répression, ils essayent de rendre la lutte plus difficile, ils veulent isoler les militants des travailleurs, mais ça risque de tourner en notre faveur, car si ça s'accroît, on va en faire une affaire nationale s'il le faut », nous dira un militant CGT.

Une longue lutte se prépare : par deux fois déjà en 1966 et 1974, les travailleurs de la SNIAS ont gagné : « Jamais deux sans trois ! »

Richard FEUILLET



QUESTIONS SYNDICALES

POUR UN 1^{er} MAI UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

C'est l'aspiration puissante de milliers de travailleurs des usines, des chantiers et des bureaux que de défiler ensemble ce 1^{er} Mai 76, pour exprimer dans les mots d'ordre, l'allant et la tenue d'une manifestation réussie, la volonté de lutte, d'offensive contre la crise, qui s'inscrit déjà dans les grèves d'entreprises ou de foyers qui marquent la période, de Fougères à Sonacotra...

Cette année, la fête ouvrière des luttes et de la solidarité internationale, revêt une importance toute particulière, notamment après plusieurs vagues de combats menés par la classe ouvrière depuis l'automne dernier : chez Griffet, Imro, Fougères... pour l'emploi, on lutte toujours après des mois ; dans la Fonction Publique, on tire le bilan des journées d'action à répétition et de la bataille bradée des travailleurs du rail ; à LIP, à la SNIAS... de nombreux affrontements pour sauver l'emploi se préparent ; d'une vague de luttes sectorielles, à la SAVIEM, la SNAV, la TELIC... des leçons sont tirées pour les luttes d'ampleur à venir, on veut gagner la majorité... tandis que dans les trusts, chez Rhône-Poulenc, Creusot-Loire, Thomson... autour du premier succès des ouvrières de Bourgo-

gne-Electronique, on s'interroge sur les initiatives à prendre, les liaisons à instaurer au service des luttes !

Mais une des caractéristiques essentielles et communes à tous ces engagements de classe, c'est qu'à chaque fois, s'est posée la question d'une ligne de conciliation, d'aménagement du système, bornant les revendications et les formes d'action à l'horizon bourgeois du programme commun... Le bilan de nos luttes est jalonné d'affrontements avec ces perspectives de trahison et leur transcription dans l'action syndicale tant à la CFDT qu'à la CGT !

Ce 1^{er} Mai doit refléter l'opposition croissante à la domination des conceptions de « l'Union de la Gauche » dans le mouvement syndical, par le regroupement de pôles révolutionnaires dans les rangs syndicaux.

UNITÉ SYNDICALE DE LUTTE DE CLASSE :

A Paris, cette année, les confédérations et leurs Unions Régionales, veulent compter leurs forces, étouffer l'expression des travailleurs combattifs, des syndicalistes révolutionnaires...

Tout ce qu'ils ont à nous proposer c'est de manifester « ensemble » quand CGT et CFDT préparent deux cortèges distincts, avoir entre les mains, en guise de slogans « mobilisateurs », ces bouts de papiers où « programme commun » pour les uns, « autogestion » pour les autres font figure de refrain !

Dans les entreprises où se prépare le 1^{er} Mai, c'est là que dans la lutte quotidienne contre la politique du pouvoir se construit une réplique unifiée, que les divergences sont débattues, jugées par la masse des travailleurs... Et ceux-ci tiennent autant à la clarification politique qu'à l'élimination de l'esprit de boutique révisionniste ou réformiste, qui semble reflourir en ce printemps au détriment des luttes, de l'intérêt des

travailleurs (cf. QdP du 24/4)...

En manifestant, comme en luttant dans l'entreprise, il n'y a pas plus à s'inscrire dans la querelle CGT-CFDT que dans la logique du programme commun.

Tout au contraire, les communistes et les syndicalistes révolutionnaires tiennent à ce que soient présentes pour ce 1^{er} Mai des délégations d'entreprises, CGT-CFDT et non-syndiqués unis en un seul cortège pour défendre les mêmes mots d'ordre de lutte, les mêmes aspirations révolutionnaires. Les camarades de la Coordination des Foyers Sonacotra ont déjà montré l'attachement qu'ils portaient à une manifestation unitaire des travailleurs en lutte. Quant à nous, nous voulons la réussite d'un premier mai unitaire et révolutionnaire, s'affirmant contre le révisionnisme et le réformisme qui dominent les confédérations.

Dans nos sections, dans nos unions, développons un syndicalisme révolutionnaire, une unité syndicale de lutte de classe !

Stéphane RAYNAL

Après plusieurs semaines de lutte OÙ EN SOMMES-NOUS AUX CYCLES PEUGEOT

Le travail a repris aux Cycles Peugeot depuis le 6 avril. Et, depuis, quotidiennement, des débrayages ont lieu par secteur contre les licenciements et les mesures répressives de toutes sortes qui pleuvent sur les grévistes. Un travailleur des Cycles, l'un des neuf délégués licenciés, nous a envoyé cette lettre où il fait le point sur la situation aujourd'hui.

Des débrayages sur tous les secteurs ont lieu tous les jours. Sur 44 copains qui avaient reçu leur lettre de licenciement, 9 sont encore sur la touche. L'inspecteur du travail qui s'était engagé à donner sa réponse vendredi 23 avril à 17 H nous a téléphoné en nous disant qu'il « s'accordait un week-end de réflexion supplémentaire ». Sûrement a-t-il reçu un nouveau mandat de la direction ? Le combat qui est mené en ce moment à l'usine est très dur, car depuis le début, la direction qui a misé sur le pourrissement de la grève, continue dans cette voie et ce « cher inspecteur » fait le jeu de la direction en essayant de jouer sur la lassitude des travailleurs. Mais je fais confiance aux travailleurs pour démontrer à tout ce ramassis qu'ils sont prêts à se mobiliser à nouveau ! Une grosse déception pour les travailleurs, c'est l'attitu-

de de la CGT qui depuis le début a fait la division (...). Témoin, cette réflexion d'un délégué CGT (membre du P«C») lors d'un défilé avec banderoles : la banderole CFDT était en tête, la CGT est passée devant, en nous disant : « Vous n'avez que trois licenciés, nous en avons six, alors vous restez derrière ». Mais ne sommes-nous pas tous logés à la même enseigne ? Fort heureusement les travailleurs ne sont pas aveugles et je juge que nous sommes tous unis pour combattre ceux qui nous exploitent.

Je vous ferai savoir dans une prochaine lettre la réponse de l'inspecteur du travail sur les neuf licenciements et je vous parlerai de la répression qui s'installe sous différentes formes : convocation chez les flics, perquisitions, contrôle fait par la direction chez les malades, etc...

1^{er} mai 1976 à Fougères

LA VOLONTÉ DE VIVRE AU PAYS

Par leur lutte et leur détermination, les travailleurs du Pays Fougérais entendent maintenir leur emploi et par là, refuser le désert vert, l'exode, la surexploitation.

LE 1^{er} MAI DOIT ÊTRE L'OCCASION D'UNE GRANDE MANIFESTATION À FOUGÈRES LES PAYS BRETONS VIVRONT

L'Union des Syndicats CFDT du Pays Fougérais invite tous les travailleurs de Bretagne, en lutte ou pas, à participer massivement à la journée de manifestations du 1^{er} mai pour :

- le soutien aux travailleurs en lutte
 - le maintien de tous les emplois
 - le développement du pays fougérais
 - le développement de tous les pays bretons.
- Voici les manifestations prévues le 1^{er} mai à Fougères :
- 9 h 30 : rassemblement des manifestants Place de la Gare. Durant ce temps, animation et musique bretonne avec sonneurs bretons.
 - 10 h 30 à 11 h 30 : manifestation dans les rues de Fougères
 - 11 h 30 à 12 h 00 : accueil des manifestants à l'Usine Réhault
 - 12 h 00 à 13 h 30 : les délégations extérieures et ceux qui le désireront trouveront sur place : casse-croute, galettes, saucisses, boissons, frites.
 - 13 h 30 à 17 h 00 : Salle polyvalente Réo : exposition des luttes (actuelles et anciennes) menées par les travailleurs fougérais.

- Dans cette salle, les délégations présentes pourront exposer les luttes qu'elles mènent actuellement.
- Organisation de débats : la raison des luttes, les problèmes bretons...
- Tour de chants : chanteurs engagés, bretons
- Projection de films, montages audio-visuel sketches et débat sur les thèmes : la défense des pays.
 - quel nouveau type de développement
 - l'emploi un droit.
- Vente de produits de toutes sortes fabriqués par les travailleurs de chez Réhault et produits naturels de la région.
- Opération portes ouvertes : visite de l'entreprise Réhault

Le 1^{er} mai 1976 à Fougères sera la fête des travailleurs qui refusent la résignation, entendent lutter pour leur droit à l'expression, à l'emploi, pour le droit de vivre au pays !

L'Union des syndicats CFDT du pays fougérais

ETUDIANTS

COORDINATION NATIONALE

Vers la clarification

Suite de la une

trois courants principaux semblent s'en dégager :

D'une part, ceux qui s'étaient rassemblés sur la motion majoritaire de Toulouse (LCR, AJS et MARC) : pas de remise en cause de l'université bourgeoise, faire aboutir le mouvement en faisant pression sur les directions syndicales.

L'UNEF qui s'était engagée sur cette motion à Toulouse semble vouloir faire cavalier seul, cherchant sans doute à se présenter comme l'interlocuteur « responsable » face au gouvernement, elle prône dans une série de

motions, l'engagement de pourparlers immédiats sans préciser d'ailleurs comment elle voit la poursuite de la lutte. En face de ces deux tendances réformistes, apparaît un courant qui au-delà de l'abrogation de la réforme affirme la nécessité d'approfondir la lutte par la remise en cause de l'université bourgeoise et de la société d'exploitation qu'elle sert, la nécessité de rejoindre les luttes des travailleurs contre la bourgeoisie.

Un des points positifs de cette coordination sera sans aucun doute la clarification des orientations.

● **VENDREDI 23 AVRIL** : Au lycée ex CET des Grands-bois (Hayange), c'est la grève quasi-totale chez les élèves. Ils disent non à la réforme Haby, mais plus profondément c'est l'avenir de chômeurs, l'école capitaliste qu'ils rejettent.

Dès 8 h, des piquets de grève sont mis en place à l'entrée du lycée : c'est massivement que les élèves débrayent. L'administration, immédiatement, ferme les portes du lycée, rejetant les grévistes à l'extérieur et empêchant un certain nombre d'internes de se joindre au mouvement.

Les grévistes partent alors en manifestation vers Fameck puis Thionville ; leur but : populariser leur grève afin qu'elle s'étende aux autres lycées et CET du coin.

Pendant ce temps, aux « Grands Bois », l'administration mobilise ses troupes. Le proviseur convoque les professeurs en Assemblée Générale.

Seule une minorité de profs soutient le mouvement ; mais ce n'est pas non plus sans ambiguïté. Lundi, le lycée est fermé. Les parents doivent venir réinscrire leurs fils au lycée. L'administration espère ainsi casser le mouvement. De la capacité des élèves à maintenir leur unité et à clarifier leurs objectifs politiques dépend l'avenir de ce dernier.

Corr. Thionville

● **ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT** (7, rue du Général de Gaulle, Maisons-Alfort) : Jeudi 29 avril, les étudiants en grève de l'ENVA organiseront :

- conférence de presse sur le projet de réforme de l'école vétérinaire (10 h 30)

- Manifestation (ou sit-in) en début d'après-midi devant le ministère de l'agriculture, afin d'y remettre une motion

- Assemblée Générale pour tirer le bilan et étudier les modalités de la poursuite de l'action.

Corr. ENVA

Dans la même journée, celle qui précède la coordination étudiante de Paris, un certain nombre de forces ont pesé de leur poids pour faire capoter le mouvement des étudiants. Alice Saunier Sèité en tête, avec la commission permanente des présidents d'universités, mais aussi l'UNEF, fortement appuyée par France-Soir. Il ne s'agit pas là d'un amalgame facile, mais de constatations précises, tout-à-fait explicables, d'ailleurs.

La « concertation » avec les présidents d'université, tout d'abord. Le président de l'université d'Amiens, lors de la coordination qui s'y était tenue, pouvait affirmer démagogiquement

la réforme. Il n'est plus question d'abroger l'arrêté définissant la réforme. En échange, le ministre assure que la circulaire d'application « sera nécessairement

sont arrivés avec leur « collègue » Saunier Sèité est la preuve qu'en dépit de leurs divergences sur le maintien ou non de « l'université libérale », ils sont d'accord sur le fond, sur le rôle de l'université dans notre société.

Accord qui rencontre un écho certain du côté de l'UNEF, qui, directement confrontée aux étudiants parle un langage un peu différent. Cela donne cet appel à « venir en force dans les universités, afin

de décider de la poursuite de la lutte, qu'ils décideront faculté par faculté, qui permettra au mouvement de conserver son caractère massif, uni et responsable ». On sait comment traduire ces appels à l'unité et à la responsabilité... Et le titre de France-Soir de lundi, malgré les démentis, résumait bien la situation : « L'UNEF : il ne faut pas renoncer aux examens ».

Seulement, se limiter à dire « UNEF trahison » devant les manœuvres qui ne vont pas manquer de se développer, serait passer à côté de l'essentiel. De très nombreux étudiants qui participent au mouvement actuel ont été amenés à rejeter l'UNEF des révisionnistes. Ont-ils pour autant fait le lien avec le projet politique même qu'elle porte, avec ce projet d'une université « libérale » où les « cadres de la nation » qui y seraient formés auraient un avenir assuré ? Ont-ils fait le lien avec le projet politique global des partis du programme commun ? Pour ne pas rester impuissant face à ces manœuvres conjuguées, c'est cela qu'il s'agit de faire.

Eric BREHAT



iquement « le soutien des présidents d'université à la lutte des étudiants ». Après quatre heures de discussion avec le ministre, les choses sont redevenues claires. Les présidents d'université sont allés chez leur ministre avec un texte en huit points, dont les principaux étaient : le maintien des formations actuelles et l'assurance du « haut niveau » des nouvelles filières, la continuité licence-maîtrise, le rôle et la composition des « groupes techniques » chargés d'étudier les nouvelles filières, le caractère national des diplômes, et les moyens financiers d'appli-

remplacée par une autre », et accepte les autres points (principalement le rôle consultatif des groupes techniques, et le caractère national de la licence, moyennant quelques « dérogations »). C'est ce qui permet à France-Soir de titrer « vers le dégel », au Figaro de parler de « déblocage ». Or qui sont ces présidents d'université ? Dans de nombreuses universités ce sont d'éminents mandarins du PCF et du PS.

Vincennes, Villetaneuse (ou les « nouvelles filières » ont si bien réussi...), Amiens n'en sont que des exemples. Et l'accord auquel ces dignes messieurs

DU MARC AU MASE, LE RÉFORMISME HÉRÉDITAIRE

Cette organisation plutôt discrète qu'était le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critiques, excusez du peu...) a décidé de se faire un peu de publicité en se transformant brutalement en « Mouvement d'Action Syndicale Étudiante ». Les dirigeants de cette organisation ont « fait le choix du socialisme autogestionnaire ». On ne saurait être plus clair, et le « soutien de la CFDT » dont ils se réclament a la même source : le PS. Les orientations réformistes, qui sous couvert « de remettre en cause les finalités de l'enseignement, d'éliminer tout corporatisme et tout élitisme » les amènent à considérer les étudiants « comme de jeunes travailleurs en formation », ont pu abuser certains étudiants, écœurés par les pratiques de l'UNEF. Maintenant les choses sont claires : il ne s'agit ni plus ni moins que d'un appendice d'une fraction du PS chez les étudiants.

BESANÇON LES ÉTUDIANTS EN DROIT AU TRIBUNAL POUR SOUTENIR LES SYNDICALISTES DE BOURGEOIS

Dès le 1^{er} jour de la grève, des travailleurs de LIP venaient nous expliquer leur lutte.

Le lendemain, au cours d'une commission, un délégué syndical CFDT de l'usine Bourgeois, l'un des quatre travailleurs inculpés pour séquestration, enlevait aux juristes, qui en avaient encore, toute illusion sur la justice bourgeoise. Il montrait les deux visages de la justice, douce pour les patrons et intransigeante pour les travailleurs avec des exemples concrets. Il a fallu trois ans à un travailleur pour obtenir un jugement pour un accident du travail ; la façon dont s'est passée l'inculpation des travailleurs ; la répression syndicale. Il montrait l'inefficacité des « sanctions » prises par

l'inspection du travail : en matière de sécurité, par exemple, le patron a intérêt à payer des amendes plutôt que de mettre en place les mesures de sécurité. Il nous parlait également des conditions de travail de cette usine où les presses font un bruit d'enfer. « Peut-être que demain, nous serons chacun d'un côté de la barrière » finit-il « nous les travailleurs en train de manifester, et vous dans un tribunal, prêts à nous inculper ! »

Le problème était bien posé ! Une partie des étudiants y a répondu en se rendant mercredi dernier au tribunal, où avait lieu une mobilisation pour soutenir les travailleurs de Bourgeois qui passaient en procès (voir QdP). Une étudiante en droit

en fit le compte rendu le lendemain en AG. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils se rendaient au tribunal et la réalité ne ressemblait pas beaucoup aux belles théories de nos codes !

Dans une autre commission, on reposait le problème de la justice, du droit et de la répression de la bourgeoisie aujourd'hui. Il s'agissait d'une commission sur la Cour de Sécurité de l'Etat avec Jussiaux, responsable de l'UL CFDT, arrêté pour l'affaire des Comités de Soldats.

Ces initiatives ont fait avancer les étudiants. Bien des illusions sont tombées. Cependant, tout n'est pas clair pour autant. Les débats sont menés de façon trop restreinte et souvent les vrais

problèmes ne sont pas abordés.

C'est de cela et des perspectives du mouvement, dont nous avons parlé vendredi à la fac.

Un étudiant de l'UNEF révisionniste a expliqué comment il voyait la situation « en tant que membre du PCF ». Pour lui, il y a les étudiants qui luttent pour leurs intérêts, les travailleurs qui luttent pour leurs intérêts... la CGC qui lutte pour ses intérêts et toutes ces luttes isolées convergent... Vers quoi ? Le débat s'est alors engagé sur les cadres et le camp qu'ils servent. Après une assez longue discussion, nous avons décidé, dès maintenant, de poser le problème : au service de qui mettre nos connaissances ?

Nos connaissances, c'est vrai, elles sont limitées, coupées de la pratique. Cependant, en tant qu'étudiants en droit, nous avons une certaine familiarisation avec le jargon juridique, nous avons certaines possibilités pour faire des recherches. Alors pourquoi ne pas utiliser tout cela au service des travailleurs ?

Sur les licenciements, les saisies, etc... il est possible d'écrire des brochures et des fiches techniques. Et pour le faire de façon utile, il faut répondre aux réelles questions des gens, les élaborer avec des travailleurs. Voilà ce qui a été décidé.

Cellule A. Cabral (Fac) du PCR ml

● Les facs de droit, de médecine et de pharmacie sont en grève aujourd'hui. En Sciences, la grève est partie quelques jours avant les vacances de Pâques, depuis les AG chaque matin sont toujours aussi massives, de 400 à 600 personnes.

Depuis quelques jours l'UNEF-PCF parle ouvertement de négociations en entretenant soigneusement le flou sur le pourquoi et le comment, en demandant tantôt l'abrogation, tantôt en exigeant la négociation.

Corr. Lyon

INTERNATIONAL

Portugal

GRANDES MANŒUVRES DES PARTIS BOURGEOIS

« Nous avons doublé nos voix, mais nous n'avons pas réalisé notre objectif », déclarait hier, au vu des résultats du vote de lundi, Freitas do Amaral, dirigeant du parti lié à l'extrême-droite, le « centre démocrate social ». « Une alliance entre les partis démocratiques est nécessaire pour la formation d'un gouvernement stable et efficace », déclarait-on par ailleurs du côté de l'autre parti de la droite classique, le « parti populaire démocratique ».

Si, de la part des dirigeants de cette formation, la formule exclut le parti révisionniste, elle traduit bien en tout cas cette réalité : avec cent douze députés sur deux-cent cinquante neuf, le CDS et le PPD ne pourront certainement pas gouverner tout seul. Mais la formule est, d'autre part, un avertissement au parti socialiste que le PPD n'entend pas le laisser agir à sa guise, et veut lui imposer sa participation au gouvernement.

« Nous gouvernerons seuls. La mission historique du parti socialiste de gouverner seul est l'unique espoir de maintenir la démocratie ; et si les autres veulent nous empêcher, ils devront trouver un gouvernement viable où nous serons dans l'opposition ». C'est le défi que plusieurs dirigeants du parti socialiste, qui compte 106 députés dans la nouvelle assemblée, lançait aussi bien aux partis situés sur sa droite qu'au P«C»P. On sait bien, du côté du PS, qu'en aucun cas les quarante députés du P«C»P ne pourraient venir s'ajouter à ceux du PPD et du CDS pour former une majorité.

L'impasse semblait donc totale, à un moment où les appels du parti révisionniste à un gouvernement « d'union de la gauche », arithmétique possible, se heurtaient ainsi à une fin de non recevoir.

Mettant cependant un peu d'eau dans son vin, Soares, secrétaire du PS, ajoutait : « Nous nous conformerons aux demandes du président de la république qui sera élu ».

C'était indiquer que tout dépend maintenant des élections présidentielles du mois de juin, pour lesquelles les différents partis n'ont pas encore déterminé quels candidats ils allaient soutenir parmi les militaires susceptibles de s'y présenter.

Remous, en tout cas, secondaires : du PS au CDS, on s'entend, parmi les partis bourgeois, pour poursuivre une « remise en ordre » à propos de laquelle on diverge surtout sur les moyens ; et, du côté du P«C»P, la condamnation de plus en plus violente des « gauchistes », désignés comme responsables de la chute des espoirs révisionnistes à diriger entièrement le Portugal, est un indice que ce parti ne s'opposera pas par tous les moyens à la reprise en mains par les forces traditionnelles de la bourgeoisie.

Rien d'étonnant, en somme, qu'on se félicite du côté américain : « Les pays membres de l'alliance ne peuvent que se féliciter », a déclaré le porte-parole de l'OTAN, tandis que celui de la présidence américaine voyait dans le résultat des élections « un pas positif vers un gouvernement démocratique ».

Restent les questions que la bourgeoisie portugaise va devoir affronter : les occupations de terres, les libertés syndicales très larges, les occupations de maisons vides, que les masses populaires sont décidées à défendre. Dans le mouvement qui s'est prolongé après le renversement du fascisme, pour les libertés démocratiques, sont apparues aussi des aspirations à l'établis-



Soares en vedette !

sement d'un pouvoir appartenant effectivement à la classe ouvrière et à ses alliés. Le révisionnisme a empêché le développement de la lutte des masses dans ce sens.

Dans les combats défen-

sifs qui se préparent, contre les partis « démocratiques » bourgeois qui se disputent aujourd'hui entre eux, la question de la nature de classe du pouvoir est appelée à s'éclaircir pour le peuple portugais.

● RHODÉSIE : Le gouvernement raciste rhodésien a annoncé lundi que les journaux et la radio seraient soumis jusqu'à nouvel ordre à une censure destinée à lutter contre « l'intense pression psychologique exercée sur la Rhodésie ». Il y aura une liste d'informations interdites concernant « la défense, la sécurité, l'ordre public, les intérêts économiques de l'Etat ». Un « comité national de sécurité » pourra faire saisir toute publication contrevenant à cette censure.

Tchad : Le général Maloum, chef de l'Etat tchadien a violemment critiqué l'Algérie, la Libye et la gauche française pour le soutien qu'ils apportent au FROLINAT. « Le FROLINAT n'est pas un mouvement de libération, a-t-il déclaré car on peut libérer une colonie, on ne libère pas un Etat souverain ». Certes le Tchad n'est plus une colonie. Mais où est sa souveraineté quand des accords militaires comme ceux signés récemment par Chirac, le lient au gouvernement français.

Afrique

Reculade de Kissinger : sanctions annoncées contre la Rhodésie

La visite de Kissinger en Zambie, pays continental au centre de l'Afrique Australe, marque une étape importante de son voyage en Afrique : dans ce pays voisin de la Rhodésie, il a choisi de faire un discours important après ses premières consultations au Kenya et en Tanzanie. Celles-ci lui avaient montré que la lutte armée qui se développe en Rhodésie bénéficiait d'un soutien total des pays africains, ce qui oblige Kissinger à prendre position avant de pouvoir définir toute politique US en Afrique.

Après avoir affirmé que les Etats-Unis ne soutiendraient en aucune manière le gouvernement raciste de Ian Smith, il a annoncé une série de mesures contre la Rhodésie : tous les américains sont appelés à quitter ce pays et ne bénéficieront d'aucune protection en cas de guerre, il est déconseillé aux touristes US de se rendre dans ce pays. Surtout, Kissinger s'est engagé à faire abroger l'amendement Byrd voté par le Congrès en 1971 et qui permet aux USA d'importer du chrome rhodésien, une des principales exportations du pays.

Selon ces propos, les USA participent au blocus organisé par les pays africains, Kissinger ayant notamment offert une aide de 12,5 millions de dollars au Mozambique, pour compenser les pertes dues à la fermeture de sa frontière.

Pourquoi les Etats-Unis paraissent-ils d'un seul coup se placer du côté des pays africains ? Parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. « Nous ne nous fâcherons pas avec les Etats-Unis s'ils ne soutiennent pas la guerre. Mais nous nous opposerons à eux s'ils s'attachent aux moyens pacifiques à tel point qu'ils s'opposent à la guerre, car cela revient à s'opposer à l'établissement de la règle de la majorité la venue des Africains au pouvoir », avait déclaré la veille Nyerere, le président tanzanien.

Le but des USA reste le même : pour avoir le chrome rhodésien, pour contrôler l'Afrique australe, ils ne peuvent pas aujourd'hui s'opposer de front aux pays africains au risque de tout perdre.

iraît à l'encontre de leurs propres intérêts.

ALLEMAGNE : Walraff, journaliste allemand qui avait révélé les projets de complot de Spinoza en l'intervenant, a reçu des menaces de mort du MDLP, organisation dirigée par Spinoza.

PALESTINE : Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, accuse les Etats Unis d'avoir fourni 12 ou 13 bombes nucléaires à Israël en 1973.

Cambodge

Le représentant à l'ONU réfute les calomnies

« Il y a plus de terrorisme dans les rues de New York qu'au Cambodge » a déclaré Thioun Prasith, chef de la délégation du Cambodge démocratique à la conférence de l'ONU sur le droit des mers. La campagne menée contre le peuple cambodgien « est de la pure propagande... Notre pays est riche en ressources naturelles et nous voulons accroître la population et non la massacrer... Nous avons besoin de toute la population pour l'immense effort national et notre politique est une union nationale aussi large que possible ». Par ailleurs, il a signalé que les commandos organisés avec l'aide de la CIA à partir de la Thaïlande, n'ont pu entrer dans le pays. « Il y a de petits incidents de frontière. Nous contrôlons le pays ».

Gromyko en France

UN « DÉGEL » INTÉRESSÉ

Le ministre des affaires étrangères d'Union Soviétique, Andrei Gromyko, est arrivé hier en France pour une visite officielle. Espacées dans la dernière période, franchement difficiles lors du dernier voyage de Giscard à Moscou, les relations franco-soviétiques vont-elles connaître de nouveaux développements ? C'est en tout cas ce qu'on pourrait croire à la lecture de la presse soviétique.

En effet, les articles de ces derniers jours ont repris la formule, disparue lors du voyage de Giscard en octo-

bre, sur « la France, partenaire privilégié ». On parle cette fois de « vaste tour d'horizon, dont on peut tenir pour acquis qu'il englobera aussi bien l'Asie du Sud-Est que le Proche-Orient ou l'Angola ».

C'est conférer à l'impérialisme français un caractère de puissance mondiale que la récente évolution des rapports de forces dans le monde lui a ôté dans la réalité au profit des deux super-puissances.

Les motifs de ce « dégel » sont au moins doubles : d'une part, on doit certainement se féliciter à Moscou de

la « modération » dont fait preuve notre régime à l'égard des visées soviétiques ; si des contradictions s'étaient manifestées lors du dernier voyage, Giscard avait finalement accepté d'avaler les couleuvres, en se laissant mettre en punition pendant deux jours sans protester.

Surtout, il avait finalement accepté, en rupture avec la politique gaulliste, d'engager la France dans des négociations de « désarmement » voulues par l'URSS. Attitude dans le droit fil de la « compréhension » dont il avait fait preuve, en juin 75, à l'égard

de l'opposition soviétique à la construction d'une défense européenne intégrée.

Secondairement, les relations du P«C»F avec Moscou se sont considérablement refroidies dans la dernière période. Aussi ne serait-il pas étonnant que les nouveaux bourgeois du Kremlin, sans perdre de vue l'intérêt qu'ils auraient à une participation des révisionnistes français au gouvernement, veuillent « donner une leçon » à Marchais en améliorant leurs relations avec le gouvernement auquel celui-ci tente de se substituer.

INTERNATIONAL

Vietnam : du Nord au Sud, un seul peuple, un seul pouvoir. LE POUVOIR POPULAIRE

Les élections se sont déroulées dans tout le Vietnam. Au Sud comme au Nord, la population toute entière s'est rendue dans les bureaux de votes : ces élections n'avaient pas le même sens que chez nous ; là le peuple s'exprimait. Pendant vingt-cinq ans, il a versé son sang pour défendre son pays et l'unité du pays. Depuis un an le Vietnam est un pays libre, il veut être un pays uni.

En arrière plan des élections, il y avait ce combat qui chaque jour anime chaque village, chaque famille, chaque Vietnamien. Les campagnes détruites produisent, à nouveau le riz. Lorsque l'on quitte Nha Trang, l'une des villes de la côte, et que l'on se dirige vers l'intérieur on trouve la zone économique de Phu Non : c'est ici que les paysans expropriés et refoulés dans la ville de Nha Trang sous l'ancien régime se sont installés ; à l'un des carrefours à l'entrée de la zone, ces vers d'un poète vietnamien :

Nos mains peuvent tout faire
Notre sueur versée fait pousser sur les pierres des plants de riz

La campagne a changé, parce qu'un nouveau pou-

voir est né de la victoire historique qui date d'un an. Partout le pouvoir révolutionnaire est mis en place. Dans la zone économique de Phu Non, les groupes d'entraide sont organisés pour développer la production dans tous les domaines.

A Son My aussi c'est la population organisée qui relève le pays, répare les ruines. Souvenez-vous : Son My était devenu célèbre, le symbole des massacres que les troupes américaines accomplissaient chaque jour, parce que le lieutenant Calley a

dû avouer avoir assassiné 170 personnes, des femmes et des enfants.

« Avant la libération, il y avait peu de maisons dignes de porter ce nom, déclare le secrétaire du Comité communal. Nous logions dans de misérables huttes faites de branchages et de chaumes. Aujourd'hui une année à peine après le retour de la paix, nous avons pu reconstruire 1 500 maisons... »

« Nous accélérons la réparation de la digue maritime », dit un cadre, un des rares rescapés du massacre. Les canaux d'irrigation sont curés, les rizières

remises en culture, des barrages nouveaux sont construits. Le peuple vietnamien a repris en mains son pays. A Son My, on a dressé des stèles et des maisons du souvenir, témoignage de ce que le peuple a subi, de son combat et l'on a entrepris la construction du nouveau Vietnam.

C'est le symbole des élections de dimanche : du nord au sud, un seul peuple a combattu depuis le début du colonialisme contre la division. Enfin victorieux, maître de son destin, il peut solennellement affirmer son unité dans le pouvoir populaire.



Il y a un an, le peuple vietnamien chassait les Américains. Le Viet Nam changeait de visage avec le pouvoir populaire.

Liban

TRACTATIONS POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Après la signature de l'amendement à l'article 73 de la constitution par le président Frangjié, la bataille pour l'élection d'un nouveau président est engagée. Il y a actuellement près de 20 candidats. C'est l'assemblée des députés qui va choisir entre les candidats. Mais d'ici la date des élections, un bon nombre de candidats auront été rayés. Il faut que chaque député trouve son appui au niveau des chefs traditionnels. Sarkis, le directeur de la Banque Centrale de Beyrouth a déjà trouvé le sien dans la personne de Karamé, premier ministre. Raymond Eddé, chef du « Bloc National », cherche son appui parmi les chefs religieux maronites, parmi lesquels le moine extrémiste, Charbel-el-Kassis, après s'être assuré les voix d'un bon nombre de politiciens musulmans. Les autres candidats, sans appui, devront se prononcer pour l'un

des deux plus en vue actuellement. Sarkis est soutenu par la Syrie, Eddé a la préférence des modérés chrétiens et musulmans.

Pour l'élection, les députés se réuniront et voteront à bulletin secret. Ils sont au nombre de 99 ; le candidat qui a le plus de voix sera nommé président. Au cas où des députés sont absents, et où les candidats ont le même nombre de voix, comme ce fut le cas lors des précédentes élections qui ont opposé Frangjié à Sarkis, les députés doivent voter une autre fois, et cela dépendra d'eux qu'il y ait ou non une crise politique.

De son côté, Journblatt, leader de la « gauche », après avoir demandé à grands cris l'élection d'un nouveau président, menace de poursuivre la lutte si le nouveau président n'applique pas les réformes demandées par la « gauche ». Ces menaces en ce moment bloquent la situation.

Primaires en Pennsylvanie :

La politique extérieure reste l'enjeu principal

Hier avaient lieu les élections primaires de Pennsylvanie. Elles devraient avoir un rôle décisif par rapport au démocrate Jimmy Carter, « l'homme nouveau ». L'autre candidat possible parmi les démocrates, Humphrey, ancien vice-président de Johnson, ne se présente pas aux primaires ; il se contente pour le moment de soutenir des candidats qui n'ont aucune chance, pour se présenter comme sauveur à la convention démocrate en juillet. Du côté républicain, entre Ford et Reagan, rien n'est encore joué.

Le thème dominant de la campagne électorale, c'est la politique extérieure. La politique de « détente » et de

désengagement de Kissinger qui a abouti à des compromis avec le social-impérialisme a suscité de grandes inquiétudes, surtout depuis l'affaire angolaïse. La violente critique de cette politique a été le principal cheval de bataille de Reagan contre Ford, mais tous les autres candidats l'ont repris sauf le démocrate Udall qui semble très marginal. Ford lui-même, depuis plusieurs mois est contraint d'infléchir ses positions vers une plus grande fermeté par rapport à l'autre superpuissance ; il parle, par exemple, d'une augmentation de crédits militaires (mise en route d'un nouveau bombardier supersonique). Les déclarations de Kissinger contre la participation de révisionnistes à des gouvernements européens relèvent pour une part du même souci électoral.

En politique intérieure, face à une situation de crise économique, de baisse du niveau de vie, de chômage, les seules solutions proposées sont la dénonciation des « fonctionnaires bureaucratiques » et la suppression des allocations de chômage pour faire des économies ! De plus, ces candidats qui sont tous de vieux politiciens, insistent sur leur « virginité », leur honnêteté... Le slogan de Carter est « I love you » !

Il s'agit de rassurer démagogiquement l'opinion publique ébranlée par le Watergate et toute une série de scandales politiques qui ont mis au grand jour la corruption des sphères dirigeantes.

Italie Tentative de solution centriste

La crise ministérielle qui se poursuit depuis le début de l'année semble bien devoir déboucher sur des élections anticipées. Le Parti Socialiste et le PCI ont annoncé lundi qu'ils ne voteraient pas la confiance au gouvernement démocrate-chrétien. Comme celui-ci ne souhaite pas s'appuyer sur les fascistes du MSI, il va dissoudre les chambres, provoquant ainsi les élections qu'il cherchait à éviter à tout prix.

Au bout de plusieurs mois de marchandages, la Démocratie Chrétienne et le parti révisionniste ne sont pas parvenus à s'entendre pour le « compromis historique » proposé par les révisionnistes (participation du PC au gouvernement ou soutien du PC à un programme de réformes). Le refus de collaborer a été imposé par une des tendances de la démocratie chrétienne, celle de Fanfani, au dernier congrès. Mais les pressions américaines (déclarations de Kissinger et de l'ambassadeur US en Italie) ont joué un rôle important. En effet, l'impérialisme américain juge la démocratie chrétienne trop fragile pour supporter la « confrontation » avec le PCI. Le parti démocrate chrétien est trop usé par trente ans de pouvoir, il est parcouru de trop de contradictions. Kissinger dit lui-même que la démocratie chrétienne doit « se réorganiser ». Les récentes révélations de la commission parlementaire sur les pots de vin Lockheed vont dans ce sens ; elles permettent à l'impérialisme US de faire pression sur la démocratie chrétienne.

Là bourgeoisie italienne tente elle-même de mettre sur pied une majorité crédible ; il semblerait que pour cela elle compte sur les forces centristes : le PS, qui compte beaucoup sur les élections, peut aussi espérer la présidence de la république, si Leone démissionne ; d'autre part, les petits partis (social démocrate, libéral, républicain) se regroupent actuellement. On parle d'un fédérateur pour ces partis, qui ne serait autre qu'Agnelli. Agnelli, c'est le patron de Fiat, la personnalité la plus en vue du capitalisme italien.

Mais c'est aussi l'homme du dialogue avec le PCI, qui considère que les révisionnistes italiens sont des gens sérieux et indépendants de l'URSS. Ses dernières déclarations au Time sont particulièrement significatives : « Je pense que nous ne devons pas avoir peur des communistes. Leur comportement dépend en grande partie du nôtre. Si nous cédonas à la panique... leur position n'en aura que plus d'autorité ». Par rapport à la question de l'appartenance

de l'Italie à l'OTAN, il a ajouté « Si vous avez des pays avec des communistes au pouvoir, l'OTAN devient différente... un de ses objectifs serait de défendre les partis communistes occidentaux contre l'influence de Moscou ».

Mais Agnelli aura-t-il les moyens de jouer le rôle qu'on lui prête pour opérer un regroupement centriste et pratiquer sous une forme ou une autre, le « compromis historique » en ayant sur le PCI des positions aussi divergentes de celles de Kissinger ?

Sahara : combats à El Aïoun

Samedi dernier les combattants du POLISARIO ont attaqué la garnison marocaine dans la capitale El Aïoun. Des obus de mortier sont tombés à proximité de l'Hôtel Parador, l'hôtel de luxe installé par les colons espagnols qui est utilisé par l'état-major marocain. Une réserve d'artillerie a été touchée. Cette attaque à proximité même de l'état-major montre que les troupes marocaines ne sont nulles part en sécurité dans le Sahara.

Par ailleurs, le gouvernement espagnol a arrêté Ahmed Bachir Ali, responsable du F. POLISARIO pour activités illégales et a fait perquisitionner le domicile de Sahraouis logeant en Espagne. Non content d'avoir livré le Sahara aux troupes de Hassan II, Juan Carlos veut empêcher les Sahraouis de s'exprimer en Espagne. La mobilisation extrêmement large qui s'organise en soutien au peuple sahraoui lui fait peur ; elle fait partie de la remise en cause de son régime. Frapper le peuple sahraoui, c'est frapper les peuples d'Espagne qui se sont rangés à ses côtés.

THAÏLANDE : Le ministre de la défense de Thaïlande a déclaré qu'il s'opposait au démantèlement prévu de la base de radars américains de Ramasun, à la frontière entre le Laos et la Thaïlande. C'est la transcription des résultats des récentes élections qui ont vu un retour en force de la droite pro-américaine notamment des militaires évincés du pouvoir en octobre 74.

USA-URSS : Des négociations ont repris à Washington entre des entreprises américaines et les soviétiques sur le gaz de Sibérie. Un projet de plusieurs milliards de dollars comprenant la construction par les firmes américaines d'un gazoduc et la vente aux USA de gaz avait été repoussé par le congrès il y a deux ans.

FRANCE-JAPON : D'Ornano en visite au Japon vient de signer un accord sur le nucléaire portant notamment sur la recherche commune de « nouvelles sources d'énergie ». « Les Français et les Japonais ont l'habitude de travailler ensemble qu'il s'agisse de la production d'uranium dans les pays tiers ou de l'enrichissement a déclaré le ministre.

DANS NOTRE COURRIER

POUR UN 1^{ER} MAI REVOLUTIONNAIRE

GRANDE FETE POPULAIRE

ROUBAIX SAMEDI 1er MAI DE 14 h A 22 h
178, rue Jules Guesdes
48, rue Nabuchodonosor

Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)

LES CLOWNS DU PRATO DE LILLE ET SES CRACHEURS DE FEU
JEUX - ATTRACTION - CONCOURS

Les travailleurs accusent le capitalisme en crise

Le Renouveau des luttes à Roubaix. Halte aux atteintes aux droits syndicaux :

Avec la participation d'ouvriers de la lainière, Sartelys, Motte Bossut, Hutchinson... et des délégations d'entreprises de CIT Alcatel, Babcock, INSEE, Usinor-Dunkerque...

Lip, ce n'est pas fini

AVEC UNE DELEGATION D'OUVRIERS DE LIP.

La justice, non leur justice

AVEC M ET MME DEWEVRE, DES JUGES PROGRESSISTES DU NORD.

LES MINEURS DE LIEVIN ACCUSENT LES MOUILLERES, AVEC DES MINEURS DES PUIITS 4 ET 7 DE L'U.P. DE LENS.

Pour une santé au service du peuple

AVEC DES MEDECINS, DES EMPLOYES HOSPITALIERS DE LILLE, ROUBAIX.

A l'Alma-gare... «Y'en a marre»

APRES LA MORT DE LA PETITE SARAH, DES MILITANTS DE APF DE L'ALMA PARLENT.

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annapes.

Soutien aux luttes des peuples du monde

Avec
- Des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles
- Des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPP

- Des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti)
- Avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

Pour préparer l'offensive ouvrière Pour une issue révolutionnaire à la crise

Intervention d'un membre du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec Raoul de Godewarsvelde

AVEC : DES ACCORDEONNISTES, GROUPE POP MUSIQUE DE ROUBAIX

BUVETTE, FRITES, PATISSERIE.

En permanence :

- Stand du Comité de Lutte Contre le Chômage de Hem, avec Yves Beaumont (juriste) et bourse aux vêtements.
- Stand du Quotidien du Peuple
- Stand de la Librairie Populaire de Lille
- Stands attractifs
- Films anti-impérialistes et chinois.

1^{ER} MAI

FETE de REBELLES

ANIMERONT LA FÊTE

Gilles SERVAT
IMAGO
Roger SIFFER
Groupe SOHO
CHIC STREETMAN
AKENDENGUÉ

François TUSQUES
L'intercommunal Free
Dance Music Orchestra
Avec Ho Maka et Arthur
Winkler
Carlos ANDREU
Pierre Champion
Alain Oudard
Gérard Gauche
Pierre Dieghi (chanteur
corse)
Un violoniste irlandais

De 18 H à 2 H : 2 cinémas-débats

PARIS MANIFESTONS 10h30 OBERKAMPF

Communiqué des fédérations du PCR ml de la région parisienne

NANCY
pour un 1^{er} mai
révolutionnaire
en Lorraine

1°) La fédération de Lorraine du PCR (ml) appelle tous les travailleurs et leurs familles à une manifestation le samedi matin à 9 h 30 à Villerupt (départ devant la piscine)

2°) L'après-midi, discussions avec les camarades ouvriers : pour une issue révolutionnaire à la crise, préparons le mouvement d'ensemble

3°) Pour les jeunes, départ à la fête de Rebelles après la manifestation : départ collectif en bus : point de ramassage prévu, Nancy, 7 h du matin, Thionville et Longwy dans la matinée.

S'inscrire en passant ou en téléphonant au local du Quotidien du Peuple, 29 rue St Julien, Nancy. Téléphone : 24 53 48 tous les jours de 17 h à 18 h 30

Cette année la préparation du 1^{er} Mai à Paris a connu de nombreuses péripéties. Les différentes organisations se réclamant du marxisme-léninisme ont en effet adopté des positions qui ne vont pas dans le sens d'une manifestation unitaire et ont prolongé un système d'exclusives qui commence à devenir naif.

Ainsi, à 15 jours du 1^{er} Mai, les fédérations de la région parisienne avaient-elles proposé que s'organise l'après-midi, un puissant cortège sur les mots d'ordre : «Vive la dictature du prolétariat», «Vive le marxisme-léninisme», «pour une issue révolutionnaire à la crise», se démarquant de la sorte de la manière la plus nette du révisionnisme, du réformisme, et du trotskysme, et trapanant cette ligne de démarcation dans le cadre même de la manifestation appelée par les organisations syndicales, qui semble devoir rassembler une masse considérable de travailleurs cette année. Le

caractère concret de la période, avec l'accentuation du mécontentement des travailleurs, l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie donnera très certainement à ce 1^{er} Mai une toute autre tournure que les années précédentes et la domination révisionniste sur le cortège de l'après-midi sera vraisemblablement plus difficile. Il s'agissait donc de la contester sur le terrain. Tel était le sens de notre proposition.

Nous proposons, dans le souci de rallier à cette démarcation le maximum d'éléments révolutionnaires des masses et afin d'éviter le système désormais classique d'exclusives entre organisations se réclamant du marxisme-léninisme, qu'aucune organisation n'apparaisse en tant que telle au sein du cortège marxiste-léniniste. C'en était trop pour l'esprit de chapelle et de secte, qui, pour le coup, s'est manifesté avec vigueur et a refusé sans arguments sérieux cette

proposition jugée «opportuniste et confusionniste» par les uns, trop tardive (à 15 jours du 1^{er} Mai) par les autres. Nous déplorons pour notre part ces positions qui, de fait, ne servent pas les intérêts du prolétariat révolutionnaire et du marxisme-léninisme.

Aussi, notre souci en ce premier mai étant d'affirmer les positions et la vitalité du mouvement marxiste-léniniste dans la lutte contre la bourgeoisie et le révisionnisme, nous sommes-nous résignés, car le terrain de lutte n'est pas cette année le meilleur, à manifester avec celles des organisations ml qui ont décidé de le faire, c'est-à-dire en fin de matinée. De même, l'absence de toute apparition autonome de l'OC-GOP et de Révolution nous amène-t-elle aussi à appeler à manifester le matin, à 10 h 30 à la station de métro Oberkampf, en même temps que l'UCF (ml). Cette manifestation se rejoindra

ultérieurement avec la manifestation convoquée par l'Humanité Rouge à la Bastille, lieu où il nous est impossible d'appeler, puisque au même moment s'y tiendra la manifestation du syndicat jaune et anti-communiste FO.

Ces obstacles dans la voie de l'unité et de la raison n'empêcheront pas les marxistes-léninistes d'affirmer avec force leurs justes positions politiques face à la crise. Tous ceux qui ne seront pas retenus par la préparation de la fête de Rebelles qui se tiendra l'après-midi, après la manifestation syndicale viendront samedi 1^{er} Mai à 10 h 30 à Oberkampf. L'après-midi, avant la fête, tous les militants communistes seront actifs et présents dans leurs cortèges syndicaux.

Mobilisons-nous largement sur les justes mots d'ordre :

A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE
CONTRE LE CHÔMAGE,
CONTRE LA VIE CHÈRE,

OFFENSIVE OUVRIÈRE,
UNITÉ POPULAIRE
GISCARD, MITTERRAND
MARCHAIS C'EST LE CAPITALISME, VIVE LA DICTATURE DU PROLÉTAIRIAT
OUVRIERS, PAYSANS
TOUS UNIS CONTRE LA RÉPRESSION
FRANÇAIS IMMIGRÉS
UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE
A BAS L'IMPÉRIALISME ET LE SOCIAL-IMPÉRIALISME
VIETNAM, CAMBODGE,
LAOS VICTOIRE
VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES

UNE SEULE SOLUTION LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE

VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

VIVE LA FRANCE SOCIALISTE

ENFANTS

LA PARTICIPATION DES ENFANTS A LA GUERRE DE LIBERATION DU SUD VIETNAM

A l'occasion de l'anniversaire de la Libération de Saïgon, nous publions cette histoire.

UN TRANSPORT D'ARMES MOUVEMENTÉ

Les partisans du village de H. (province de Binh Dinh) avaient tendu une embuscade fructueuse à l'ennemi. Deux camions avaient sautés. L'opération avait rapporté aux nôtres deux mitraillettes et trente grenades.

Luyen, le chef des partisans locaux appela la jeune Dan.

— Transportez ces armes jusqu'à chez Ba Phuc, dans le village voisin. Il faut faire attention en passant devant le poste ennemi voisin. Vous seule pourrez accomplir cette mission.

Dan connaissait la région comme sa poche, aussi répondit-elle avec empressement :
— Ce sera fait, camarade !

Le fils de Luyen qui allait sur ses dix ans surgit sur ces entrefaites :

— Laissez-moi venir avec vous, ma sœur ! cria-t-il joyeusement. Dan regarda le gosse, du nom de Ly. Il lui vint une idée. Elle accepta de l'amener avec elle. Le stratagème consistait à cacher les armes dans une voiture à cheval et à la charger de pastèques. La présence du gosse à côté de la jeune fille ferait croire aux mercenaires que la voiture, comme tant d'autres sur la route, se rendait à quelque marché voisin. Quelques instants plus tard, tous deux se trouvaient juchés en haut de la voiture.

Dan chantonait en conduisant le cheval et Ly se laissait bercer par la douce mélodie :

En haut du col, toute l'année,
Ma maison se couvrait de nuages.
L'ennemi vint,

— Hé là, où allez-vous ?
— Vendre des pastèques au marché du district, monsieur ! s'empressa de répondre Dan.

L'homme s'approcha :
— Mais elles sont magnifiques vos pastèques ! dit-il



Et depuis, je n'ai plus de toit.

Après avoir traversé plusieurs dunes de sable, la voiture amorça la montée d'une hauteur. Au loin, se profilait la silhouette sinistre d'un fortin.

— C'est le moment d'ouvrir l'œil, dit Dan.

— Ne t'en fais pas, ma sœur, ces brutes, ça me connaît !

Comme prévu, un mercenaire arrêta la voiture.

avec envie ! Le petit là, passe m'en une pour voir si elle pèse lourd !

Ly, en souriant, feignit de solliciter l'avis de la jeune fille :

— On va faire un cadeau d'une grosse aux messieurs du poste, n'est-ce pas ma sœur ? Ces messieurs sont très bons, je les connais bien pour avoir passé bien des fois par ici en allant poser mes pièges à oiseaux !

Dan acquiesça avec un sourire séduisant. Le mercenaire, ravi de l'aubaine, ne se préoccupa plus que de manger au plus vite sa pastèque. La voiture s'engagea rapidement sur une route bordée de manquiers. On allait bientôt arriver à destination. Heureusement que Hai Dung, le chef de poste, était absent, autrement, on n'aurait pu le tromper aussi facilement. Brusquement, à un tournant, Dan

dentité, Hai Dung se mit à fureter à l'intérieur de la voiture. Ly vit sa compagne se saisir d'une grenade. Feignant d'arranger les pastèques, il prit lui-même une grenade dans sa petite main et, se levant brusquement, il asséna à la nuque du chef de poste un coup violent en criant :

— Filons ma sœur !

Dan qui venait de rentrer en possession de ses papiers fouetta le cheval. Hai Dung tomba inanimé sur la route. Tout cela fut si rapidement exécuté que les deux mercenaires restaient éberlués, ne sachant ce qui leur était arrivé. Avant qu'ils eussent repris leurs esprits, une grenade vola dans leur direction. Ils se plaquèrent au sol, alors que leur chef qui essayait de

se relever fut grièvement blessé.

La voiture était déjà loin quand les mercenaires purent enfin songer à utiliser leurs armes. Ly mordit dans une tranche de pastèque en riant.

— Excellente grenade ! Ça fait un «boum» formidable, n'est-ce pas ma sœur ?

— Quand même, on n'a pas pu amener tout le butin à bon port !

— Mais on a réglé son affaire à Hai Dung, l'as-tu oublié ?

Il se leva brusquement en agitant son chapeau. Au loin, il avait aperçu les quérillers qui venaient à leur rencontre.

Tiré de «Sur les traces de leurs aînés», Editions Libération Sud Vietnam - 1966

MERCREDI 28 AVRIL 1976

TF 1	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 15 - A la bonne heure	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 00 - Journal
19 h 20 - Actualités régionales	20 h 30 - L'homme de fer
19 h 40 - Une minute pour les femmes	21 h 30 - C'est à dire
19 h 45 - Alors, raconte	23 h 00 - Journal
20 h 00 - Journal	FR 3
20 h 30 - Le siècle des lumières	18 h 45 - Pour les jeunes
22 h 00 - Interrogations	19 h 05 - Programmes régionaux
23 h 00 - Journal	19 h 20 - Actualités régionales
A 2	19 h 40 - Tribune libre
18 h 30 - Journal	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
18 h 40 - Le palmarès des enfants	20 h 30 - Un film, un auteur Première victoire
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	23 h 00 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les partisans se sont repliés dans la grotte de Hon Dat. Les rangers ont investi le village et encerclent la grotte. Les partisans se préparent à un siège qui s'annonce long.

14^e épisode DES ARMES A PORTÉE DE LA MAIN

Su et Quyên se mirent à la recherche des blocs de pierre pour installer un foyer dans un coin de la grotte. Elles trouvèrent sur place des marmites, des casseroles, et même du bois fendu qu'on avait mis là en prévision d'un ratissage.

Su fit marcher son briquet. Le feu mit longtemps à s'allumer. Quyên prit une petite casserole et alla chercher du riz pour préparer le potage.

Puis, les joues appuyées sur les mains, elle resta là à regarder les flammes danser. Thuy, quittant les blessés, vint à petits pas derrière elle et lui jeta ses bras autour du cou. La jeune fille mit ses mains derrière son dos pour retenir la petite. Une longue rafale de F.M. se fit entendre.

— Ils nous attaquent, dit Quyên en se levant brusquement.

— Pourquoi n'entend-on pas la riposte ? murmura Su.

Juste à ce moment, de sèches rafales de Thompson crépitèrent, mêlées à des coups de mousqueton et de carabine.

— Voilà les nôtres ! s'écria Quyên en s'élançant vers l'ouverture de la grotte.

Malgré les appels de sa sœur, la jeune fille courut droit en avant et tomba sur le groupe Hai Thep.

— Engageons encore un groupe, dit Hai Thep. Qui vient avec moi ?

— Moi !

— Moi !

Quyên leva le bras en s'avançant, mais le secrétaire du Parti l'écarta, et elle en fut mortifiée. Deux guérilleros suivirent Hai Thep. Tu Nghiep, sa «mante religieuse» sous le bras, lui dit :

— Laissez-moi faire cracher ma bombarde pour voir, voulez-vous ?

— Où est l'autre ?

— La voilà !

— Emportez toutes les deux.

Parvenu à quelque distance de l'ouverture, le groupe entendit glousser Ba Ren derrière un rocher :

— Feriez mieux de vous reposer tranquillement là-dedans. Ce n'est pas encore votre tour. Déjà nous autres, on est réduits à se croiser les bras. Tous les mecs qui se présentaient ont été abattus par Ngan et ses gars. Que celui qui veut se rincer l'œil s'amène par ici. Ils gisent en tas devant l'ouverture.

— Où ça ? Où ça ?

On se précipita pour voir. Hai Thep regarda par un interstice : six ennemis gisaient inertes, la plupart sur le dos, leurs armes tombées à côté d'eux. L'ennemi arrosait toujours la grotte de projectiles. Autour des cadavres, les balles venaient se ficher dans la terre, soulevant de petits nuages de poussière.

Les rayons de soleil s'infiltraient à travers les palmes de cocotiers qui jetaient sur les morts des ombres longues et effilées comme des épées. Les balles sifflaient sans discontinuer, des traceuses rasaient les casques de fer des morts dont le visage basané et luisant dégageait une étrange impression de dégoût et de tristesse. Même abattus, les balles des leurs ne les laissaient pas en paix. Elles les entouraient et venaient de loin en loin frapper un pied inerte qui se mettait à sursauter sous le choc.

Hai Thep regardait avec envie les armes qui gisaient auprès des soldats tués. Des Garant noirs au canon brillant. Des Thompson à la crosse écarlate. Des bandes de cartouches toutes neuves autour des corps. Voilà ce que lui et ses camarades souhaitaient posséder depuis longtemps, ce qui constituait le sujet de leurs conversations et de leurs discussions et parfois le fond de ses propres rêves. Maintenant, les armes rêvées étaient là, pour ainsi dire à portée de la main !

Il était évident que l'ennemi cherchait, par son tir, à les empêcher de s'en emparer. Hai Thep attendait impatiemment le moment où le feu s'adoucirait. Il serait alors possible de faire une sortie pour récupérer les armes. Pour l'instant, il n'y avait rien à faire, le feu était trop nourri. Un moment après, Hai Thep qui n'en pouvait plus d'impatience, se tourna vers Ba Ren :

— Il faut organiser une sortie pour ramener les armes, dit-il.

Ba Ren approuva de la tête.

(à suivre)

BRESIL

LUTTE POUR LA TERRE, LUTTE POUR LA VIE

Les latifundios au Brésil sont à la mesure du gigantisme du pays : 175 propriétés de plus de cent mille hectares chacune occupent une superficie trois fois supérieure à celle de la France. Et au total, les grandes propriétés représentent 70 % des terres et les petites propriétés, souvent de deux hectares environ, se trouvent surtout dans le Nord-Est. Ces chiffres donnent le vertige : l'écrasante majorité de la paysannerie n'a pas de terres.

Ils sont des millions qui sillonnent le Brésil à la recherche d'un travail : métayers acculés au désespoir parce qu'ils ont toujours tort devant le grand propriétaire, parce que, lorsqu'il y a une épidémie, c'est toujours leur bétail qui est frappé...

Mais aussi « posseiros » (occupants) qui d'un État à l'autre sont allés tenter leur chance, ont défriché, fertilisé quelques terres et qui parfois au bout de dix ans de travail se voient soudain expulsés, par la police, l'armée et les hommes de main de quelques grands propriétaires qui se découvrent soudain des droits acquis sur des terres en friche. Des terres qu'un charlatan leur a vendues autrefois en exhibant de faux titres de

propriété. Alors, quand les posseiros ont la chance de ne pas être abattus par les gangsters du propriétaire, quand ils ont la chance de ne pas avoir leur maison brûlée, ils rassemblent quelques affaires, ils repartent tenter la même triste aventure plus loin.

Mais ce n'est rien encore à côté de la situation des salariés agricoles, en particulier ceux qu'on appelle les « bois frias », (les porte-gamelle), des ouvriers agricoles qui sont recrutés à la journée ou à la tâche. Tous les matins, un intermédiaire vient choisir ceux qui sont les plus forts et qui ont l'air le mieux portants, les seuls qui auront quelque chose à manger. Pour les autres, c'est le cercle vicieux du chômage et de la faim.

La résurgence de l'esclavage

Parmi les ouvriers agricoles, il y a ceux qu'un intermédiaire recrute dans une région très éloignée du lieu où ils viendront travailler. Il opère pour le compte des grands propriétaires fonciers ou des grandes compagnies étrangères qui possèdent au Brésil près de six millions d'hectares. Ainsi les Hollandais (Bruinzeel), les États Unis, les Japonais ou le trust Nestlé élèvent

tations, les ouvriers agricoles ne peuvent plus en sortir. Ils travaillent sous la menace d'hommes de main armés (pistoleiros) ; quand ils sont atteints par la malaria, ils sont purement et simplement abattus ; il n'y a jamais de soins médicaux. Les compagnies créent des magasins sur place où les ouvriers agricoles achètent la nourriture bien plus cher qu'ailleurs. C'est le

cheurs, dont 6 atteints de malaria et un dans un état désespéré. Ils venaient de cette maudite Codeara (Société d'exploitation agricole). Je me rendis au port... L'un des défricheurs me montra les traces du passage à tabac qu'il avait subi pour avoir dirigé un groupe de ses compagnons qui tentaient de s'enfuir dans la forêt. Il avait subi les mêmes traitements que les esclaves d'autrefois.

Ces conditions de travail forcé sont maintenant connues de tous. Un évêque du Mato Grosso les a publiquement dénoncées. La question de la terre est tellement brûlante que le gouvernement fasciste des militaires a projeté depuis 1964 une « réforme agraire ». Le « PROTERRA » est créé pour promouvoir un accès plus facile de l'homme à la terre, créer de meilleures conditions d'emploi, de main d'œuvre... En réalité, après plusieurs années d'existence, le Proterra n'a redistribué que quelques dizaines de terres. L'essentiel des fonds qui lui ont été alloués ont servi à créer une infrastructure de communications, des équipements pour la commercialisation. En fait, les objectifs du Proterra apparaissent maintenant clairement : obliger les grands latifundiaires (propriétaires fonciers) à se transformer en capitalistes agraires et créer une petite classe moyenne rurale au Nord-Est surtout.

Lutte pour la terre lutte pour la vie

Les luttes pour l'occupation des terres n'ont pas



Meeting pour la distribution des terres, en 1971

syndicalisation. Mais la lutte pour la terre n'a pourtant pas cessé. Elle a pris la forme d'explosions de révolte spontanées, en particulier de luttes violentes entre posseiros (occupants) et hommes de main, de résistance à l'expulsion de terres, d'affrontements armés. Mais le combat pour l'instant est inégal, car à chaque fois, la police, l'armée, l'administration viennent à la rescousse des propriétaires fonciers.

La lutte pour la terre, qui est une question de vie ou de mort pour 14 millions de personnes, soit la moitié de la population active, la mise en place de syndicats paysans indépendants à la campagne sont des questions que la révolution brésilienne devra nécessairement résoudre pour abattre la dictature.

Le développement d'une opposition démocratique

Cet état de siège permanent commence à susciter de nombreuses protestations de secteurs qui, du désenchantement, s'acheminent à l'opposition. C'est par exemple le syndicat des journalistes professionnels de Sao Paulo qui, en octobre dernier, dénonce l'assassinat de leur camarade Vladimir Herzog, à la mémoire duquel 20.000 personnes rendent hommage dans la rue. C'est le cas d'artistes qui déclarent dans un manifeste : « L'action excessivement rigoureuse de la censure a appauvri la qualité de notre production culturelle, a réduit notre marché de travail et rendu nos œuvres insignifiantes. Notre pays connaît une triste contradiction : alors que la société se modernise, la culture (...) s'avilit, se dénature et se dénationalise ». Des intellectuels, des avocats, des professeurs protestent également contre le régime de terreur...

Il y a eu des grèves étudiantes importantes, notamment à Bahia où 11.000 étudiants ont lutté pendant un mois et demi.

CERTAINS SECTEURS DE L'ÉGLISE LUTTENT POUR L'AMNISTIE

Les évêques de l'État de Sao Paulo, en octobre dernier ont vigoureusement dénoncé les atteintes aux droits de l'homme au Brésil, les tortures et les arrestations, déclarant notamment : « La plupart de ces agissements, contribuent à créer un climat d'insécurité, sont perpétrés sous prétexte de défendre et de maintenir la paix et la tranquillité publique et sous l'allégation de la part de leurs auteurs, qu'ils se basent

sur des principes chrétiens ». La Conférence Nationale des évêques du Brésil a pris position plusieurs fois dans le même sens et des évêques comme celui de Sao Felix en Amazonie aussi ; l'expulsion du P. Gentel qui a défendu les Indiens et les petits paysans du nord-est du Mato-Grosso a provoqué une grande indignation. Ces secteurs de l'Église essaient de dépasser les dénonciations publiques pour adopter des moyens concrets de soutien à la lutte pour l'amnistie.

L'impérialisme français au Brésil

Depuis la visite de De Gaulle en Amérique Latine en 1964, les rapports entre le Brésil et la France avaient pratiquement stagné. La France n'était que le 7ème investisseur français au Brésil.

Mais avec les difficultés économiques des uns et des autres, on assiste à une réactivation de la coopération à partir de 1975. En effet, la visite de Geisel a été préparée par plusieurs voyages de Ségard, Sauvagnargues et de missions techniques et commerciales. Une nouvelle impulsion a été donnée avec les accords de la « Grande Commission franco-brésilienne » du 29 janvier 1976.

De part et d'autre, en effet, on cherche à réajuster la politique commerciale.

Le Brésil a été gêné par la tarification de la CEE en ce qui concerne ses exportations. D'un autre côté, l'installation d'usines de voitures Renault n'a pas très bien marché. D'autres bases sont donc définies aujourd'hui. La France va importer au Brésil plus de matières premières (soja, minerais

de fer) et va fournir en échange une aide pour les équipements et la technologie. Ceci est lié en particulier aux nouvelles tendances économiques définies par le 2ème plan de développement brésilien, qui vise à rééquilibrer l'économie. L'effort ne serait plus fait seulement en direction des biens de consommation durables, mais encore de la constitution d'une industrie lourde et d'une industrie de biens intermédiaires plus importants. Par exemple, la construction d'automobiles Peugeot serait remplacée par une usine de moteurs Diesel.

Parmi les grands trusts à capitaux français implantés au Brésil, on peut citer (et la liste est bien plus longue) : PUK, Rhône-Poulenc, BSN, Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, Ciments Lafarges, etc...

Une nouvelle forme de coopération tend à se développer. L'installation au Brésil d'usines à capitaux français en vue de l'exportation... vers la France ! Ceci parce que la main d'œuvre est moins chère !

Hélène VARJAC



Des centaines de milliers d'êtres humains végètent sans eau courante, sans secours médicaux et sans lumière électrique.

du bétail et cultivent au Brésil.

Ces intermédiaires proposent des salaires plus avantageux que dans les régions d'origine ; ils promettent le logement et la nourriture. Il n'y a le plus souvent pas de contrat, et partir est le seul espoir qui reste. Une fois arrivés dans ces grandes exploi-

plus souvent en Amazonie qu'est organisée cette forme d'esclavage : occupés à défricher la forêt, prisonniers de l'enfer vert, à des milliers de kilomètres de chez eux, surveillés nuit et jour, ils ne peuvent s'enfuir. Quelques rescapés de l'enfer témoignent : « Le 15 au matin, est arrivée une barque avec plus de 90 défrichés ».

cessé depuis 1964. Mais les Ligues paysannes qui existaient avant le coup d'État, et qui étaient assez fortes, ont été totalement démantelées. Aujourd'hui, mêmes les écoles d'alphabétisation ou la création de centres d'assistance médicale sont considérées comme subversives et réprimées. A plus forte raison toute tentative de,

DEHORS GEISEL !

MEETING MERCREDI 28 à 20 h 30
MUTUALITÉ - PARIS